



Rapport Annuel 2017

RAPPORT ANNUEL 2017
BNP PARIBAS (SUISSE) SA



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Rapport Annuel 2017
BNP Paribas (Suisse) SA

Sommaire

Message du Président du Conseil d'administration et du Président de la Direction Générale	4-5
Gouvernance	8-15
Stratégie	16-17
Chiffres clés	18-21
Rapport de gestion	22-27
Rapport sur les rémunérations	28-32
Comptes annuels consolidés	33
Bilan Consolidé	34
Compte de résultat consolidé	36
Tableau des flux de trésorerie consolidé	37
Annexe relative aux comptes annuels consolidés	39
Innovation	76-77
Customer Experience	78
MyCollat	79
WAI Boost	80
SwissNext 2018	81
Colibri	82
Engagement	84-85
Solar Impulse	86
Helvetia Environnement	88
Fondation BNP Paribas Suisse	89
Raleigh International	90
Swiss Open	92
MixCity	94
Rencontres 7 ^e Art Lausanne (R7AL)	95
Rapport du réviseur	96-97
Adresses	99

Message de Jean Clamon, Président du Conseil d'administration et de Geoffroy Bazin, Président de la Direction Générale.

Entretien croisé

Trois mots pour caractériser l'année 2017 ?

Jean Clamon : Le rebond commercial de nos métiers, l'innovation au cœur de notre entreprise et enfin l'amélioration du bien-être des collaborateurs.

L'année dernière, vous nous présentiez le plan « Swiss Forward », le projet de développement de BNP Paribas en Suisse à horizon 2020, comment peut-on qualifier cette première année de mise en œuvre ?

Geoffroy Bazin : 2017 constitue la première année de notre plan Swiss Forward, notre plan à horizon 2020.

C'est une année réussie, qui remplit pleinement les objectifs que nous nous sommes fixés à la fois pour la banque commerciale et la banque privée. Nous nous sommes bien appuyés sur les leviers de notre stratégie et plus particulièrement sur l'innovation et la responsabilité.

Quelques mots sur l'expansion de vos activités auprès des entreprises, des institutionnels et des clients privés ?

Geoffroy Bazin : Les résultats commerciaux sont au rendez-vous sur tous les segments de clientèle que nous ciblons.

En ce qui concerne le Wealth Management, nous avons dépassé les 2 milliards de CHF de Net New Cash et continué à faire croître nos encours de crédit auprès de nos clientèles privées, pour les activités de Specialized Trade Solutions, nos encours de financement sont repartis à la hausse auprès de nos clientèles spécialisées dans les matières premières et nous avons concrétisé, avec des entreprises européennes clientes du Groupe, plusieurs nouveaux mandats liés à leurs achats de matières premières. Concernant la clientèle des entreprises pour le marché suisse, nous nous développons avec succès sur le marché des mid-caps, avec une vingtaine de nouvelles sociétés clientes. Enfin, nous avons accompagné les clientèles institutionnelles et entreprises sur le marché international du CHF, pour près d'un milliard de CHF d'émissions obligataires, ce qui positionne BNP Paribas en Suisse au troisième rang des volumes d'émissions sur ce marché, en 2017.

Vous avez mis au cœur de votre développement stratégique la transformation digitale, pouvez-vous nous expliquer les actions concrètes que vous avez d'ores et déjà mises en œuvre ?

Geoffroy Bazin : La transformation digitale a marqué l'année 2017.

Tout d'abord, le métier Wealth Management, au travers de « My Advisory » a concrétisé une solution de gestion conseillée entièrement accessible sur mobile pour ses clients privés. Par ailleurs, dans le domaine des matières premières, nous disposons d'une solution digitale « My Collat » s'appuyant sur la technologie des blockchains, pour assurer la gestion du collatéral lié au financement transactionnel des flux de matières premières, en lien avec

les acteurs de ces transactions. Au sein de notre incubateur interne, Colibri, nous avons livré une solution de digitalisation sur le traitement de bout en bout des lettres de crédit sur matières premières via le projet Triskel. Et enfin, je peux citer un très beau projet de co-innovation avec la société Dufry, au travers du programme WAI Boost, permettant à nos entreprises clientes de bénéficier de notre savoir faire et de nos méthodologies agiles utilisées pour travailler en co-design avec des fintechs. Nous avons ainsi contribué à la mise en relation entre Dufry et des startups pour permettre à Dufry d'enrichir et développer son modèle de vente avec des solutions de paiement optimisées pour ses clients dans les duty free d'aéroports.



On évoque beaucoup l'engagement responsable de BNP Paribas vers des financements plus verts, pouvez-vous nous dire concrètement de quoi il s'agit ?

Geoffroy Bazin : Deux exemples très parlants illustrent bien le ton donné à cette année 2017.

En effet, nous avons été la première banque sur le marché suisse à arranger un « Green Bond », une émission obligataire « verte » avec la société Helvetia Environnement. Cette transaction a remporté un franc succès puisqu'elle a été plébiscitée et sursouscrite par les investisseurs.

Nous sommes également très fiers du partenariat avec la Fondation de Bertrand Piccard, la Fondation Solar Impulse qui vise à labelliser 1000 solutions technologiques

dans le domaine de la transition énergétique. Nous avons 60 de nos collaborateurs qui se sont portés volontaires pour apporter leur expérience et expertise dans le domaine de la gestion des risques de sécurité financière.

Quels sont les plus grands défis pour BNP Paribas en Suisse en 2018 ?

Jean Clamon : Nous avons plusieurs défis à poursuivre dans le cadre de notre plan 2020. Tout d'abord, poursuivre notre développement commercial, en intensifiant à la fois la conquête des entreprises sur le marché suisse ainsi que celle de la clientèle privée en particulier en Suisse alémanique. Continuer également nos travaux de recherche et développement, en mode Open Innovation, notamment en matière d'engagement responsable sur la transition énergétique avec le métier du financement des matières premières. Nous allons aussi investir davantage en matière de cybersécurité pour maîtriser nos risques informatiques. Et enfin le développement du potentiel de nos collaborateurs est aussi au coeur de nos priorités de travail en agissant plus particulièrement sur la culture collaborative, la satisfaction client et l'expertise.

Le mot de la fin...

Jean Clamon et Geoffroy Bazin : Nous sommes fiers de nos réussites collectives qui ont jalonné cette année 2017. Merci à nos collaborateurs, nos partenaires et à tous nos clients. En 2018, en tant que banque responsable et engagée, nous allons poursuivre notre conquête commerciale sur tous nos segments de clientèle, tout en maintenant un niveau de sécurité optimal, pour devenir la banque européenne de référence sur le marché suisse.

A long, dark wooden conference table is set for a meeting. The table is covered with a dark cloth and has several white napkins neatly folded and placed in front of each seat. To the right of the napkins, there are clear glass water glasses. The chairs are dark wood with leather upholstery. The scene is brightly lit, creating a professional and clean atmosphere.

Gouvernance

A hand is shown pointing towards the right, overlaid on a digital interface. The interface features a bar chart with seven bars of varying heights, a network diagram with nodes and connecting lines, and a grid pattern. The background is a blurred image of a person in a blue shirt. The text 'e & Stratégie' is written in white, bold, sans-serif font across the middle of the image.

e & Stratégie

Le Conseil d'Administration a vocation à gérer les grandes orientations de l'entreprise. Il détient trois pouvoirs généraux :

1. Examiner les choix stratégiques de l'entreprise
2. Participer à son bon fonctionnement
3. Contrôler et surveiller toutes opérations liées aux activités de BNP Paribas en Suisse.

Le Conseil est composé de 10 administrateurs dont la durée de leurs mandats est fixée à trois années.

Le Conseil d'administration de BNP Paribas (Suisse) S.A. est composé comme suit :



Jean CLAMON

Président du Conseil d'Administration
Président du Comité des Risques Financiers
Membre du Comité des Rémunérations
Français, né le 10 Septembre 1952

Ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale de Paris, Jean CLAMON rejoint le groupe BNP Paribas dès 1976. De 2008 à 2015, il occupe comme dernière fonction le poste de Délégué Général responsable du Contrôle Interne et de la Conformité.

Ils l'ont inspiré

- Winston Churchill, ancien Premier ministre du Royaume-Uni
- Charles de Gaulle, ancien Président de la République française
- Konrad Adenauer, ancien Chancelier fédéral d'Allemagne
- Simone Veil, femme d'Etat française

**Christian BOVET ***

Vice-président du Conseil d'Administration
Vice-Président du Comité des Risques Financiers
Président du Comité d'Audit
Membre du Comité des Rémunérations
Suisse, né le 24 Avril 1959

Après des études de droit à l'Université de Fribourg et à la Columbia University School of Law, Christian BOVET officie en tant qu'avocat associé puis en tant que professeur de droit. Il rejoint la commission fédérale de la Communication (ComCom) en 1999 jusqu'en 2011. En 2014, il intègre le comité d'administration de BNP Paribas (Suisse) SA.

Faits marquants

- Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Genève de 2007 à 2012
- Membre de la commission de direction du Centre de droit bancaire et financier de la Faculté de droit de l'Université de Genève
- Professeur invité aux Universités de Lausanne, d'Aix-Marseille, Renmin University of China (Pékin) et Grenoble ainsi qu'au Max Planck Institut de Munich
- Éditeur de l'ouvrage « Finanzmarktaufsicht / Surveillance des marchés financiers » (Helbing Lichtenhahn) et co-éditeur du Commentaire romand du droit de la concurrence (Helbing Lichtenhahn) et du recueil de textes en droit suisse et européen de la concurrence, avec application électronique (Weblaw)

Autres implications

- Membre du conseil et du bureau de la Fondation pour recherches médicales (Genève)
- Membre du comité scientifique de la revue «Concurrences»

**Herbert BOLLIGER ***

Administrateur
Membre du Comité d'Audit
Suisse, né le 23 Novembre 1953

Diplômé de l'Université de Zurich et de la Controller Academy de Munich, Herbert BOLLIGER a rejoint le groupe BAYER (Suisse) SA de 1980 à 1983 avant d'intégrer le groupe MIGROS. De 2005 à décembre 2017, il occupe la fonction de Directeur Général de la Fédération des Coopératives Migros.

Autres implications

- Membre du Conseil de la Fondation «Cerebral»
- Membre du comité exécutif de l'institut du Marketing de l'Université de Saint-Gall
- Membre du Comité d'honneur du Forum Europe Lucerne

Ils l'ont inspiré

- Gottlieb DUTTWILLER, fondateur de MIGROS
- Bill GATES, fondateur de MICROSOFT
- Bruce SPRINGSTEEN, musicien

**Administrateurs remplissant les critères d'indépendance selon la circulaire FINMA 2008/24*



Sylvie DAVID-CHINO

Administratrice
Membre du Comité d'Audit
Française

Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, de l'Université de Droit Paris I et titulaire du MBA CPA-HEC, Sylvie David-Chino a occupé diverses positions dans la Banque d'entreprises, les Financements Internationaux et la Banque Privée Internationale du Groupe BNP Paribas.

Elle a rejoint, en 2006, la Fonction Conformité du Groupe comme membre du Comité Exécutif.

Ils l'ont inspirée

- Simone VEIL, femme d'Etat française
- Sakamoto RYOMA, politicien japonais



Jacques D'ESTAIS

Administrateur
Membre du Comité des Risques Financiers
Vice-Président du Comité d'Audit
Membre du Comité des Rémunérations
Français, né le 30 Octobre 1959

Après un diplôme de l'École des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC), Jacques D'ESTAIS rejoint le groupe BNP Paribas dès 1983. Après divers postes occupés, il rejoint la direction générale d'Investment Solutions, International Retail Banking et de Personal Finance en décembre 2011. Depuis Avril 2015, Jacques D'ESTAIS est Directeur Général Adjoint en charge d'International Financial Services de BNP Paribas.



Christophe R. GAUTIER *

Administrateur
Membre du Comité des Rémunérations
Suisse, né le 2 Avril 1947

Diplômé de l'Université de Saint-Gall, de la Stanford Business School ainsi que de Harvard, Christophe R. GAUTIER rejoint l'entreprise familiale, DKSH Holding Ltd. Aujourd'hui, il est président du conseil de Wolfgang Weber-Thedy AG et est aussi un investisseur indépendant.

Faits marquants

« Les trois grandes personnalités du siècle dernier qui, avec leur conviction ont changé le cours de leur pays et du monde » Christophe R. GAUTIER

- Mahatma Gandhi, personnalité politique indienne
- Winston Churchill, ancien premier ministre du Royaume-Uni
- Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud

**Ulrich GYGI ***

Administrateur

Membre du Comité des Risques Financiers

Membre du Comité d'Audit

Suisse, né le 6 Décembre 1946

Après une licence et un doctorat en économie de l'université de Berne, Ulrich GYGI rejoint l'administration fédérale des finances de la Confédération Suisse (AFF) en 1979. Il devient directeur de l'AFF en 1989, puis Directeur général de la Poste Suisse de 2000 à 2009. En 2009, il rejoint les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) comme Président du Conseil d'administration jusqu'en juin 2016.

Ils l'ont inspiré

- Toutes celles et ceux qui affichent le courage d'élever leur voix contre les tyrans de leur patrie.

**Yannick JUNG**

Administrateur

Membre du Comité des Risques Financiers

Membre du Comité des Rémunérations

Français, né le 15 Juillet 1972

Après des études à l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) et à l'Université de Washington, Yannick Jung rejoint en 1997 le Groupe BNP Paribas. Il rejoint la direction de la branche Corporate & Institutional Banking en 2007. Depuis Décembre 2017, il occupe la fonction de Directeur du Global Banking EMEA.

Ils l'ont inspiré

- Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud

**Vincent LECOMTE**

Administrateur

Français, né le 30 Juin 1964

Diplômé de l'ESCP Europe, Vincent LECOMTE a rejoint le Groupe BNP Paribas en 1992. Il a rejoint BNP Paribas Wealth Management en 2010 en tant que Chief Operating Officer. Depuis 2011, il occupe la fonction de co-Chief Executive Officer aux côtés de Sofia Merlo.

**Administrateurs remplissant les critères d'indépendance selon la circulaire FINMA 2008/24*



Marina MASONI *

Administratrice

Membre du Comité d'Audit

Suisse, née le 25 Juillet 1958

Après les études de droit à l'Université de Zurich puis un brevet d'avocat et de notaire, Marina MASONI rejoint l'étude d'avocat Masoni-Fontana à Lugano. Elle est Députée au Grand Conseil, puis Conseillère d'Etat, Directrice du Département des finances et de l'économie du Canton du Tessin. En 1998, 2000 et 2005, Marina MASONI est présidente du gouvernement du Canton. En 2007, elle rejoint la direction générale de Wegelin & Co. à Saint-Gall puis est directrice de la succursale de Lugano de 2008 à 2010. Depuis 2010 elle intervient en tant que consultante à l'étude d'avocat Masoni-Fontana.

Autres implications

Conseils d'administration

- Fondazione Teatro dell'Architettura (Mendrisio), Vice-présidente du conseil de fondation
- Magazzini Generali con Punto Franco SA (Chiasso), Présidente du conseil d'administration

Associations professionnelles

- Ticinomoda, Associazione fabbricanti e operatori ramo abbigliamento del Cantone Ticino (Lugano), Présidente
- Camera di Commercio Cantone Ticino, Membre du Conseil

Ils l'ont inspirée

- Alexis de Tocqueville, philosophe
- Friedrich A. von Hayek, économiste

**Administrateurs remplissant les critères d'indépendance selon la circulaire FINMA 2008/24*

La Direction Générale de BNP Paribas en Suisse accompagne la filiale helvétique dans son développement et la prise de décision stratégique, innovante et durable.

La Direction Générale de BNP Paribas en Suisse : soutien stratégique à l'innovation durable.

La Direction Générale de BNP Paribas en Suisse est composée comme suit :



Geoffroy BAZIN

Chief Executive Officer de BNP Paribas en Suisse

Français, né le 21 Mai 1963

Diplômé de l'université Paris Dauphine et de l'Institut des Techniques de Marché (ITM), Geoffroy BAZIN rejoint le groupe BNP Paribas en 1988. Il occupe successivement des postes au sein de l'organisation bancaire et de l'inspection générale puis en tant que directeur des opérations Capital Markets. En 2003, il prend la tête de BNP Paribas Securities Services au Luxembourg. Il rejoint la Suisse en 2013 en tant que Directeur Général de la filiale helvétique.

Autres implications

- Président de la Fondation BNP Paribas Suisse
- Membre du conseil d'administration de l'Association des Banques étrangères en Suisse (AFBS)
- Membre du conseil d'administration de la Chambre de Commerce Franco Suisse (CCIFS)
- Membre du conseil d'administration de l'Institut Supérieur de Formation Bancaire (ISFB)
- Membre du conseil d'administration de l'ONG Pour un Sourire d'Enfant (PSE)

Ils m'ont inspiré

- Christian et Marie-France des Pallières, fondateurs de « Pour un Sourire d'enfant »
- Éric Tabarly, navigateur français



Patrick VOEGELI

Chief Executive Officer de Corporate & Institutional Banking en Suisse
Suisse, né le 24 Novembre 1962

Après un apprentissage et Certificat Fédéral de Capacité de Commerce chez UBS, Patrick VOEGELI a occupé différents postes en salle des marchés chez Unigestion et Chemical Bank. En 1991, il rejoint BNP Paribas en Suisse et devient responsable du Trading auprès du département financier. Depuis 2010, il occupe le poste de Directeur Général de Corporate & Institutional Banking en Suisse.

Autres implications

- Membre du SIX (Swiss Exchange) Regulatory Board

Ils l'ont inspiré

- Roger Federer, joueur de tennis Suisse, « son exemplarité, sa modestie, sa persévérance, sa détermination a toujours voulu s'améliorer » Patrick VOEGELI



Hubert MUSSEAU

Chief Executive Officer de BNP Paribas Wealth Management en Suisse
Français, né le 17 Juin 1971

Diplômé d'une Maîtrise en Economie et Econométrie à l'université Panthéon ASSAS – Paris II et de l'EM Lyon, Hubert MUSSEAU rejoint le groupe BNP Paribas en 1996. Il occupe des postes au sein de Corporate and Institutional Banking, de l'Inspection Générale puis rejoint le métier Wealth Management en 2005. Depuis Avril 2017, il est Directeur Général de BNP Paribas Wealth Management en Suisse.

Ils l'ont inspiré

- Joseph Kessel, aventurier
- Winston Churchill, ancien premier ministre du Royaume-Uni



Maria-Antonella BINO

General Counsel
Head of Transversal Risk Monitoring and Legal
Suisse, née le 17 Novembre 1966

Docteur en Droit de l'Université de Genève, Maria-Antonella BINO a rejoint BNP Paribas en Suisse en 2013 en tant que Responsable de la Conformité, des Affaires Juridiques et Contrôle Permanent. Auparavant Premier Juge d'instruction fédéral adjoint et puis Procureur général suppléant, elle occupe aujourd'hui la fonction de General Counsel et Responsable du suivi transversal des risques. Elle est aussi, depuis 2016, membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit d'esisuisse.

Ils l'ont inspirée

- « Le secret de la sagesse, du pouvoir et de la connaissance est l'humilité » Ernest Hemingway
- Alberto Moravia, écrivain
- Margaret Thatcher, ancienne Premier Ministre du Royaume-Uni
- Sergio Marchionne, administrateur délégué du Groupe Fiat

**Igor JOLY**

Head of Human Resources

Suisse, né le 10 Avril 1959

Après un diplôme en psychologie du travail à l'université de Neuchâtel et une formation en gestion financière et commerciale à HEC Lausanne, Igor JOLY rejoint BNP Paribas en Suisse en 1986. Il occupe diverses responsabilités au sein du département des Ressources Humaines. En 1999, il est nommé Directeur des Ressources Humaines en Suisse puis en 2012, Directeur Administratif. Il occupe cette fonction jusqu'à fin 2017. Depuis janvier 2018, Igor JOLY est Directeur du département « Corporate Social Responsibility » de BNP Paribas en Suisse.

Autres implications

- Président du Conseil de Prévoyance de BNP Paribas (Suisse) SA
- Président du cercle des RH des Banques et Sociétés Financières de Genève (jusqu'à fin 2017)
- Membre des amis du MAMCO Genève
- Membre du Club 41 Français
- Soutien actif et personnel à un Orphelinat à Beyrouth / Liban

Ils l'ont inspiré

- Charles de Gaulle, ancien Président de la République française
- Pablo Picasso, peintre
- Sigmund Freud, psychanalyste

**Kim-Andrée POTVIN**

Chief Operating Officer

Canadienne et Française, née le 5 Juin 1975

Diplômée de l'Université de Sherbrooke et de McGill University, Kim-Andrée POTVIN a rejoint le Groupe BNP Paribas après deux années dans le cabinet de Conseil Accenture. Après diverses fonctions occupées à Paris et à Luxembourg, elle rejoint en 2014 la filiale Suisse en tant que Chief Operating Officer.

Autres implications

- Membre du CIMB – Centre International Monétaire et bancaire
- Membre du Réseau Entreprendre Suisse Romande
- Membre du Comité de Pilotage de la Fondation Nomade

La stratégie de BNP Paribas en Suisse repose sur quatre leviers que sont l'intégration, l'innovation, la responsabilité et la sécurité.

Un acteur bancaire européen de référence en Suisse


STRATEGY.





Dans le cadre de notre plan «Swiss Forward 2020», notre programme de développement en Suisse, nous axons tous nos efforts pour servir aux mieux nos clients, qui sont notre priorité.

L'année 2017 a été consacrée plus particulièrement à l'innovation et la responsabilité pour à la fois adapter et personnaliser notre offre auprès de nos clients, mais aussi pour contribuer davantage à une croissance durable et socialement responsable.

La stratégie sert notre ambition pour devenir la banque européenne de référence en Suisse.





Chiffre



es clés

Le Produit net bancaire du Groupe BNP Paribas (Suisse) de 2017 de plus de 500 millions CHF a permis de dégager un résultat net consolidé de 66 millions CHF.

Chiffres clés

BILAN

en millions CHF

DÉPÔTS CLIENTÈLE

8'897

TOTAL DE BILAN

19'719

CRÉANCES CLIENTÈLE

8'413

CAPITAUX PROPRES

1'903

RATIOS

en millions CHF

RATIO DE SOLVABILITÉ

14.30%

RATIO DE LEVIER

7.16%

RATIO DE LIQUIDITÉ LCR

119.83%

RÉSULTAT

en millions CHF

RÉSULTAT NET
AVANT IMPÔT

74

PRODUIT
NET BANCAIRE

506

RÉSULTAT NET
DU GROUPE

66

RÉSULTAT BRUT
D'EXPLOITATION

43

RÉSULTAT NET
DU GROUPE

65

HORS ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

AVOIRS DE LA CLIENTÈLE

en millions CHF

28'036

Le Groupe BNP Paribas (Suisse) dispose d'un bilan solide, avec un total de bilan légèrement en dessous de 20 Milliards CHF, des dépôts clientèle de 8.9 Milliards CHF proches des encours de crédits à la clientèle, et des fonds propres de 1.9 Milliard CHF. Les différents ratios sont largement excédentaires aux exigences réglementaires minimales (ratio de solvabilité selon Bâle III après prise en compte des exigences supplémentaires de fonds propres de 14.30% vs 12%, un ratio de levier de 7.2% vs 3% et un ratio de liquidité court terme LCR de 119.8% vs 80%).

Les avoirs de la clientèle du Groupe BNP Paribas (Suisse) de 28 Milliards marquent une progression de 5.8% par rapport à fin 2016.

Rapport de gestion

Environnement économique et évolution des marchés

La croissance de l'économie mondiale s'est accélérée en 2017, avec une progression du PIB de 3.7% contre 3.1% en 2016. Cette embellie, inédite depuis 2010, a concerné aussi bien les pays avancés que les pays émergents et en développement, avec une inflation toujours faible malgré une hausse des prix du pétrole brut à 60 dollars fin 2017 contre 42 dollars environ en juin, conséquence de l'entente des pays de l'OPEP pour limiter la production et des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

L'année a commencé en fanfare pour les marchés financiers, prolongeant la tendance haussière observée rapidement après les élections américaines. En deux mois, les actions mondiales ont progressé de 5,4% (indice MSCI (Morgan Stanley Capital International) AC World en dollars) et les actions émergentes de 8,6% (indice MSCI Emerging en dollars). La progression s'est ensuite faite un peu plus hésitante, des interrogations commençant à naître face à aux difficultés du nouveau Président américain à engager son programme de réformes. Même si un certain essoufflement a pu être constaté, la tendance haussière s'est maintenue, se renforçant au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle en France. Au cours de l'été, la seule véritable alerte sur les actions est venue de la situation géopolitique, les investisseurs s'inquiétant de l'escalade verbale entre Pyongyang et Washington après de nouveaux essais nucléaires et tirs de missiles réalisés par la Corée du Nord. Les hésitations sur les marchés ont été de courte durée et la hausse a repris, s'accroissant en fin d'année lorsqu'il est clairement apparu que les baisses d'impôts promises par l'administration Trump allaient être enfin adoptées. Sur l'ensemble de l'année 2017, les actions internationales ont progressé de 21,6% (MSCI all countries) et les marchés émergents de 34,4% (MSCI Emergents). Les variations des grands marchés développés ressortent ainsi à +19,4% pour le S&P 500, qui a régulièrement établi de nouveaux records historiques, +19,1% pour le Nikkei 225, qui a retrouvé fin décembre son plus haut niveau depuis début 1992, et +6,5% seulement pour l'EuroStoxx 50, qui a pâti de l'appréciation de l'euro (+13,7% face au dollar).

La Réserve fédérale américaine a procédé à trois hausses de ses taux directeurs de 25 pb en 2017, en mars, juin et décembre, tandis que la Banque centrale européenne a maintenu les siens inchangés. Le rendement du T-note américain à 10 ans, qui s'inscrivait à 2,44% fin 2016, a terminé 2017 à 2,41%. Au gré des nouvelles économiques, des mouvements sur les taux longs américains, des interrogations sur les intentions de la BCE et des considérations politiques, le rendement du Bund allemand à 10 ans a fini l'année à 0,43%, soit une tension de 22 pb par rapport à fin 2016.

Le marché des changes marqué par l'appréciation brutale du dollar, qui avait suivi l'élection surprise de Donald Trump en novembre 2016, a vu le billet vert céder du terrain en 2017 par rapport à la plupart des devises, malgré l'augmentation des taux à court terme. L'euro, en revanche, s'est fortement apprécié, après l'élection présidentielle en France, en plus de l'amélioration des perspectives économiques de la zone euro et de la normalisation annoncée de la politique monétaire de la BCE. Ainsi, la parité EUR/USD qui s'établissait à

1,04 en début d'année 2017 est revenue au-dessus de 1,20 en fin d'année. En douze mois, l'euro a ainsi progressé de 13,7% face au dollar. Le franc suisse a également progressé face au dollar pour s'affaiblir en fin d'année et terminer à 0.97 fin décembre 2017 contre 1.02 en début d'année. La monnaie helvétique a par contre fortement reculé par rapport à l'euro, passant de 1.07 en début d'année à 1.17 fin décembre 2017, soit une baisse de 9.1%, du fait de l'atténuation des risques politiques et économiques dans la zone euro, lui ôtant son poids de valeur refuge extrêmement pénalisant pour ses entreprises exportatrices de biens et services. Après son fort recul suite au référendum de juin 2016 sur le Brexit, la livre sterling a rebondi en 2017, à la suite du relèvement des taux directeurs par la Banque d'Angleterre et des espoirs d'un accord avec l'Union Européenne sur le Brexit.

Groupe BNP Paribas

Le Groupe BNP Paribas a réalisé en 2017 un bon démarrage de son plan 2020. Dans un environnement de taux et de marché peu favorable, l'activité commerciale du Groupe s'est développée vigoureusement, soutenue par une croissance européenne progressivement plus forte.

Le produit net bancaire, à EUR 43.2 milliards, baisse de 0.6% par rapport à 2016. Hors éléments exceptionnels, le produit net bancaire est en hausse de 0.5%. Les frais de gestion du Groupe, à EUR 29.9 milliards, sont en hausse de 1.9% par rapport à 2016. Le coût du risque baisse à nouveau (-10.9%) à EUR 2.9 milliards, soit 39 points de base des encours de crédit à la clientèle. Ce faible niveau tient notamment à la bonne maîtrise du risque à l'origination, à l'environnement de taux bas et à la poursuite de l'amélioration en Italie grâce au repositionnement sur les meilleures clientèles d'entreprises. Le résultat net part du Groupe s'élève à EUR 7.8 milliards, en hausse de 0.7% par rapport à 2016.

Le Groupe BNP Paribas a un bilan très solide. Au 31 décembre 2017, le ratio «common equity Tier 1» de Bâle 3 plein s'élève à 11.8% (11.5% au 31 décembre 2016). Le ratio de levier de Bâle 3 plein s'établit à 4.6%. Le ratio de liquidité («Liquidity Coverage Ratio») s'établit pour sa part à 121% au 31 décembre 2017.

BNP Paribas (Suisse) SA

BNP Paribas (Suisse) SA est détenue à 99.99% par BNP Paribas SA, Paris. Elle exerce l'ensemble des activités de banque de financement et d'investissement, ainsi que de gestion de fortune, avec l'ensemble des fonctions de support y afférents.

Dans le Corporate and Institutional Banking (CIB), le champ d'activité du Groupe BNP Paribas (Suisse) SA s'étend aux opérations de financements spécialisés, en particulier dans le domaine des matières premières, aux opérations d'émission et de placement sur les marchés financiers et aux activités pour compte propre sur les marchés des changes, des taux d'intérêts, et des produits dérivés sur actions.

L'activité de Wealth Management se consacre à la gestion de fortune pour une clientèle suisse et internationale disposant d'actifs importants, en offrant des services personnalisés, tels que le conseil en investissement, la gestion discrétionnaire et le conseil en matière de planification patrimoniale.

BNP Paribas (Suisse) SA assure la gestion de la trésorerie de l'ensemble des activités et des entités bancaires entrant dans son périmètre de consolidation. Elle exerce également un rôle de plate-forme informatique et de back-offices pour un certain nombre d'entités suisses et étrangères du Groupe BNP Paribas. A contrario, elle externalise un certain nombre d'activités auprès d'entités du Groupe BNP Paribas : les développements informatiques, le traitement des factures fournisseurs, le back-office des activités obligataires, des produits dérivés sur actions, une partie des back-offices titres clients Wealth Management, la plateforme de trafic des paiements Swift, ainsi que le filtrage et la surveillance des messages.

BNP Paribas (Suisse) SA dispose de succursales à Bâle, Lugano, Zurich et Guernesey, et de filiales actives dans le Wealth Management à Monaco et aux Emirats Arabes Unis.

Les états financiers consolidés 2017 de BNP Paribas (Suisse) SA affichent une hausse des encours de crédits et des avoirs sous gestion, alors que les dépôts sont en recul, conséquence des taux d'intérêts négatifs sur l'euro et le franc suisse et des marchés boursiers offrant des rendements plus favorables.

Comptes consolidés

Les comptes consolidés de BNP Paribas (Suisse) SA comprennent BNP Paribas (Suisse) SA et sa filiale, BNP Paribas Wealth Management Monaco.

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 2017 est de CHF 19.7 milliards, en baisse de CHF 4.2 milliards, provenant pour l'essentiel des activités de l'ALM Trésorerie dans le cadre de la gestion du bilan et de la liquidité.

A l'actif, les liquidités de CHF 3.5 milliards constituées de dépôts auprès de la BNS sont en recul de CHF 2.8 milliards pour revenir au niveau de fin décembre 2015. Les créances sur les banques, essentiellement sur le Groupe BNP Paribas, pour CHF 2.2 milliards sont en baisse de CHF 0.3 milliard. Contrairement à fin 2016, où les créances résultant d'opérations de financement de titres, correspondant à des opérations de reverse repo avec des clients institutionnels représentaient CHF 0.6 milliard, il n'y a pas de reverse repo à fin décembre 2017. Alors que les créances sur les clients d'un montant de CHF 8.4 milliards progressent de seulement 1.3%, les créances hypothécaires sont en hausse de 18.0% à CHF 1.7 milliard. Les opérations de négoce augmentent de CHF 0.5 milliard à CHF 1.3 milliard, imputables aux activités d'émission et de placement d'obligations pour l'essentiel. Les immobilisations financières de CHF 1.8 milliard reculent de CHF 0.8 milliard provenant des titres de l'ALM Trésorerie dans le cadre de la gestion du bilan et de la liquidité. Les immobilisations

corporelles de CHF 61.9 millions baissent de CHF 56.2 millions par rapport à fin 2016, à la suite de la cession en mai 2017 d'un immeuble d'exploitation détenu à Genève.

Au passif, les engagements envers les banques de CHF 7.7 milliards, essentiellement sur le Groupe BNP Paribas, sont en baisse de CHF 2.8 milliards par rapport à fin 2016, à mettre en relation avec la gestion de la liquidité et du risque de taux. Les engagements résultant des dépôts de la clientèle de CHF 8.9 milliards reculent de CHF 1.2 milliard, se répartissant entre le Wealth Management pour CHF 0.7 milliard et le Corporate Banking pour CHF 0.5 milliard.

Au hors-bilan, les engagements conditionnels, les engagements irrévocables et les crédits par engagements en relation avec les opérations de crédits documentaires pour les financements sur matières premières représentant CHF 8.3 milliards sont en baisse de CHF 0.6 milliard par rapport à fin 2016, soit -6.2%.

Au compte de résultat, les produits d'exploitation s'élèvent à CHF 505.8 millions, en recul de 3.7% par rapport à 2016. Cette baisse des revenus de CHF 19.2 millions se répartit entre les autres résultats ordinaires pour CHF 23.2 millions (-41.2%) et le résultat des opérations de commissions et des prestations de services pour CHF 8.3 millions (-4.7%), compensés en partie par le résultat brut des opérations d'intérêts en augmentation pour CHF 4.2 millions (+1.78%), par une variation positive des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts pour CHF 5.1 millions et du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur pour CHF 2.9 millions. La baisse des autres résultats ordinaires de CHF 23.2 millions (-41.1%) s'explique pour une part significative, soit CHF 16.1 millions, par la baisse des revenus perçus au titre de la contribution de BNP Paribas (Suisse) aux activités globales de marché exercées par le Groupe BNP Paribas.

Les charges d'exploitation de CHF 461.7 millions sont en baisse de 3.8% par rapport à 2016. Les charges de personnel de CHF 325.9 millions sont stables. Les autres charges d'exploitation de CHF 135.9 millions sont en net recul de 12.5% provenant pour l'essentiel des réductions de coûts consécutives aux plans de transformation des métiers de financements spécialisés dans le domaine des matières premières et Wealth Management.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles sont en hausse de CHF 1.5 million à CHF 12.8 millions. Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes s'élèvent à CHF 10.6 millions contre CHF 93.3 millions en 2016, provenant en 2016 de la reprise d'une provision pour autres risques d'exploitation de CHF 95.6 millions et en 2017 de reprises de provisions pour CHF 12.2 millions relatives à des litiges avec des administrations suisses et étrangères.

Les produits extraordinaires sont de CHF 32.9 millions contre CHF 3.4 millions en 2016, s'expliquant pour l'essentiel par la plus-value de cession d'un immeuble d'exploitation à Genève.

Le bénéfice net consolidé 2017 du Groupe BNP Paribas (Suisse) SA est de CHF 66.3 millions contre CHF 123.9 en 2016. Hors éléments exceptionnels, dont l'impact total s'établit en 2017 à CHF 1.3 million contre 51.0 millions en 2016, le résultat net consolidé 2017 s'élève à CHF 65.0 millions contre CHF 73.4 millions en 2016, soit une baisse de 11.4%.

Les avoirs de la clientèle du Groupe BNP Paribas (Suisse) SA sont de CHF 28.0 milliards à fin décembre 2017 contre CHF 26.5 milliards fin 2016, soit une progression de 5.8%. Cette évolution de CHF 1.5 milliard se ventile entre des apports nets de capitaux pour CHF 0.6 milliard, des effets performance et change pour CHF 1.5 milliard et d'autres effets pour CHF -0.7 milliard, dont les crédits avec effet de levier de CHF pour -0.4 milliard et la cession d'un portefeuille de clientèle non stratégique pour le métier WM de CHF 0.3 milliard.

Ratios Bâle III

Dans le cadre des dispositions Bâle III en matière de fonds propres et de répartition des risques, BNP Paribas (Suisse) SA applique la méthode IRB avancée (IRB-A) pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit et de contrepartie des métiers de financement, et la méthode standard internationale (AS-BRI) pour les autres métiers. Les exigences de fonds propres au titre du risque de marché sont calculées selon la méthode standard et au titre du risque opérationnel selon l'indicateur de base.

La Circulaire FINMA 2011/2 « Volant de fonds propres et planification des fonds propres - banques » entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2011, classe les établissements financiers en cinq catégories selon des critères liés au total de bilan, aux actifs sous gestion, aux dépôts privilégiés et aux fonds propres nécessaires pour déterminer leur niveau de fonds propres additionnels au titre du Pilier 2. Selon ces critères, BNP Paribas (Suisse) SA est classée en catégorie 3, qui implique des fonds propres additionnels de 50% au titre du Pilier 2, soit un ratio de solvabilité global minimum de 12% (8% au titre du Pilier 1 +50% de 8% au titre du Pilier 2), dont 7.8% au titre du « Common Equity Tier 1 (CET1) », 1.8% au titre de l'Additional Tier 1 (AT1) et 2.4% au titre du Tier 2.

Au 31.12.2017, le ratio de solvabilité consolidé selon Bâle III, après prise en compte des exigences supplémentaires de fonds propres, s'élève à 14.30% contre 16.39% au 31.12.2016. Le ratio de fonds propres de base durs consolidé (ratio CET1) et de fonds propres de base consolidé (ratio T1) sont de 20.49% au 31.12.2017 contre 20.40% au 31.12.2016.

Le ratio de levier consolidé s'établit à 7.16% au 31.12.2017 contre 6.09% au 31.12.2016 par rapport à une exigence minimale de 3%.

en milliers de CHF

	31.12.17	31.12.16
Indicateurs clés réglementaires en application de la Circulaire FINMA 2016/1-cm 13		
Fonds propres minimaux basés sur les exigences pondérées en fonction des risques (CHF)	700 913	702 703
Fonds propres pris en compte (CHF)	1 795 275	1 791 666
Dont fonds propres de base durs (CET1) (CHF)	1 795 275	1 791 666
Dont fonds propres de base (T1) (CHF)	1 795 275	1 791 666
Positions pondérées en fonction des risques (RWA)	8 761 418	8 783 785
Ratio CET1 (fonds propres de base durs en % des RWA)	20.49%	20.40%
Ratio T1 (fonds propres de base en % des RWA)	20.49%	20.40%
Ratio des fonds propres globaux (en % des RWA)	20.49%	20.40%
Volant anticyclique de fonds propres (en % des RWA)	0.02%	0.02%
Ratio-cible CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR, majoré du volant anticy-clique	7.82%	7.82%
Ratio-cible T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR, majoré du volant anticyclique	9.62%	9.62%
Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR, majoré du volant anticyclique	12.02%	12.02%
Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	7.16%	6.09%
Engagement global (CHF)	25 085 820	29 435 716
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 4 ^e trimestre	108.63%	110.80%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	7 757 448	8 383 998
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	7 141 303	7 566 494
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 3 ^e trimestre	108.13%	106.62%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	8 420 048	8 020 557
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	7 786 691	7 522 465
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 2 ^e trimestre	104.42%	100.66%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	8 397 078	8 288 159
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	8 041 348	8 233 822
Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 1 ^{er} trimestre	105.62%	103.01%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	8 634 548	6 722 976
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	8 175 035	6 526 368

Le ratio de liquidité court terme consolidé « Liquidity Coverage Ratio (LCR) » s'établit à 119.83% au 31.12.2017 contre 104.65% au 31 décembre 2016.

La liste des indicateurs clés réglementaires définis par la FINMA en application du chiffre marginal 13 de la Circulaire FINMA 2016/1 concernant l'année 2017 avec l'année 2016 en comparatif est mentionnée en annexe.

Rapport sur les rémunérations

1. Principes directeurs de la politique de rémunération

Règlementations concernant la politique de rémunération

Le Groupe BNP Paribas applique l'ensemble des dispositions réglementaires en matière d'encadrement des rémunérations telles que prévues par :

- la Directive Européenne CRD4¹ du 26 juin 2013, sa transposition en droit français dans le Code Monétaire et Financier,
- l'ordonnance du 20 février 2014,
- le décret et l'arrêté du 3 novembre 2014,
- le règlement délégué de la Commission du 4 mars 2014 sur les critères d'identification des collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise (« Material Risk Takers », ci-après « MRT »), au niveau consolidé à l'ensemble de ses succursales et filiales, y compris celles en dehors de l'Union Européenne,
- les orientations de l'EBA sur les politiques de rémunérations saines du 27 juin 2016 telles que reprises par la position de l'ACPR.

Ainsi, la politique de rémunération du Groupe est conforme à l'ensemble de ces dispositions et vise à ne pas encourager la prise de risque excessive, à éviter la mise en place d'incitations qui pourraient entraîner des conflits d'intérêts, et à ne pas inciter ou encourager les activités de gestion non autorisées.

La politique de rémunération de BNP Paribas (Suisse) SA et ses filiales consolidées (BNP Paribas Wealth Management Monaco) s'inscrit dans le cadre global des principes édictés par le Groupe BNP Paribas. Par ailleurs, le système de rémunération de BNP Paribas (Suisse) SA a pour objectif d'être conforme aux dispositions de la circulaire 10/1 de la FINMA édictée le 21 octobre 2009 sur les normes minimales des systèmes de rémunération dans les établissements financiers, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011.

Structure de la rémunération

Les principes relatifs à la composition et à l'évolution de la rémunération de BNP Paribas (Suisse) SA sont communs à l'ensemble du Groupe et sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques. Ces principes sont ajustés pour les rendre conformes à l'évolution des réglementations internationales et/ou locales ainsi qu'aux pratiques du marché.

La rémunération des administrateurs se compose d'une part fixe laquelle varie en fonction de la fonction (Président, Vice-Président, Membre), à laquelle s'ajoute des jetons de présence. Dès le 1^{er} janvier 2018, les administrateurs ne répondant pas aux exigences d'indépendance selon la circulaire FINMA 2017/1, ne perçoivent pas de rémunération en relation avec leur mandat d'administrateur.

¹ Capital Requirements Directive

La rémunération des collaborateurs de BNP Paribas (Suisse) SA est composée d'une rémunération fixe et d'une rémunération variable. L'importance de chaque élément dans la rémunération totale peut varier selon les Métiers/Fonctions.

Plus généralement, la politique de rémunération de BNP Paribas (Suisse) SA, conformément aux pratiques du Groupe, repose sur des principes d'équité et de transparence qui se traduisent notamment par :

- Un processus de révision des rémunérations annuel unique;
- Un système de délégation rigoureux fonctionnant dans le cadre des directives décidées au niveau du Groupe;
- Une gouvernance reposant sur un Comité des Rémunérations et l'implication du Conseil d'Administration.

Rémunération fixe

La rémunération fixe des collaborateurs de BNP Paribas (Suisse) SA est composée du salaire fixe de base qui rémunère le niveau de qualification et de responsabilité ainsi que les compétences et l'implication dans les tâches confiées, et le cas échéant de compléments de rémunération fixe liés notamment aux spécificités du poste. La rémunération fixe est déterminée en référence au marché (Local et/ou Métier) et en application d'un principe de cohérence interne.

Rémunération variable

La rémunération variable des collaborateurs de BNP Paribas (Suisse) SA ne constitue pas un droit et n'est ni garantie ni contractuelle. Elle est fixée chaque année discrétionnairement dans le respect de la politique de rétribution de l'année considérée au regard des capacités financières du Groupe et des principes de gouvernance en vigueur.

Les rémunérations variables sont déterminées de manière à éviter la mise en place d'incitations qui pourraient entraîner des situations de conflits d'intérêts entre les collaborateurs et les clients ou le non-respect des règles de conformité.

La structure de rémunération doit permettre d'offrir un niveau de rémunération fixe suffisant pour rémunérer l'activité professionnelle, en relation avec le niveau de séniorité, d'expertise, et d'expérience professionnelle dans l'activité concernée, pour permettre le cas échéant de ne pas accorder de rémunération variable.

Le mode de détermination des rémunérations variables individuelles intègre l'évaluation de la performance quantitative et qualitative durable mesurée par rapport aux objectifs fixés, l'appréciation du comportement professionnel de chacun au regard du respect des valeurs, de l'esprit d'équipe, du respect des règles de conformité, du Code de Conduite et des procédures du Groupe, et de la contribution à la maîtrise des risques (y compris le risque opérationnel). Les évaluations professionnelles constituent le support privilégié pour la communication des objectifs et pour évaluer leur niveau de réalisation.

Indépendamment des éventuelles procédures disciplinaires, le non-respect des règles et procédures applicables ou les manquements aux règles de conformité et au Code de Conduite du Groupe entraînent la réduction ou la suppression de la rémunération variable.

Les rémunérations variables des professionnels des fonctions de support et fonctions de contrôle sont déterminées indépendamment de celles des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, en toute objectivité et absence de conflit d'intérêt.

Collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise (« Material Risk Takers » ou « MRT »)

Pour les MRT, les rémunérations variables comportent une partie non différée et une partie différée. La part différée est d'autant plus importante que le montant de la rémunération variable est élevé, selon une grille fixée chaque année par la Direction Générale, variant de 40% à 60% au moins, pour les niveaux de rémunération variable les plus élevés.

Conformément aux obligations réglementaires, le paiement des rémunérations variables (pour la partie différée ou la partie non différée) se fait pour moitié en numéraire, et pour moitié en numéraire indexé sur l'action BNP Paribas au terme d'une période de rétention de 6 mois.

L'indexation à l'action permet l'alignement des bénéficiaires sur les intérêts de l'actionnaire, et la solidarité avec les résultats globaux de l'entreprise.

La partie différée est acquise progressivement sur au minimum les 3 années suivant celle de l'attribution, sous réserve de la réalisation de conditions de performance financière du métier, de l'activité et du Groupe, et de conditions comportementales, définies lors de l'attribution.

Plans de fidélisation

En complément, la rémunération variable peut également consister en un plan de fidélisation ou de rémunération à moyen ou long terme, ou tout autre instrument approprié visant à motiver et fidéliser les collaborateurs clés et collaborateurs à potentiel du Groupe, en les intéressant à la croissance de la valeur créée.

Pour les MRT, ce plan de fidélisation est entièrement différé à plus de 3 ans et prend la forme d'un instrument assimilé à de la dette dont le paiement est subordonné à l'absence de mesure de résolution du régulateur et au maintien d'un Common Equity Tier 1 Groupe supérieur à 7%.

en milliers de CHF

	Plans 2017	Plans 2016
Montant attribué	1 165	1 232
Nombre de bénéficiaires	107	112

Les informations relatives aux rémunérations de BNP Paribas (Suisse) SA sont répertoriées dans le tableau ci-dessous en conformité avec le principe n°9 de la circulaire FINMA 10/1.

en milliers de CHF

Indications relatives aux rémunérations de l'exercice en cours	31.12.17⁽¹⁾	31.12.16⁽¹⁾
Rémunérations globales ⁽²⁾	232 627	238 212
<i>Nombre de bénéficiaires (moyenne)</i>	<i>1 390</i>	<i>1 425</i>
Dont rémunérations variables ⁽³⁾	33 576	33 159
Dont rémunérations différées dues ⁽⁴⁾	1 652	1 718
<i>Nombre de bénéficiaires</i>	<i>23</i>	<i>21</i>
Rémunérations différées encore dues⁽⁵⁾	3 518	3 170
Débit et crédit de l'exercice en cours relatifs aux exercices précédents	1 200	1 667
Indemnités versées en faveur du Conseil d'Administration, de la Direction Générale (Senior Management) et des personnes dont l'activité influe notablement sur le profil de risque de l'établissement (« Material Risk Takers » ou « MRT »)		
Indemnités à l'engagement	0	0
<i>Nombre de bénéficiaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Indemnités de départ	0	0
<i>Nombre de bénéficiaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

⁽¹⁾ Les données sont établies sur base consolidée. Les rémunérations sont présentées hors coût de restructuration.

⁽²⁾ Les rémunérations globales sont versées en espèces et comprennent les rémunérations fixes et variables ainsi que le travail supplémentaire, les jubilés et les indemnités de fin de carrière.

⁽³⁾ Les rémunérations variables comprennent les attributions au titre de l'exercice ainsi que les indemnités d'engagement ou de départ versées pendant l'exercice.

⁽⁴⁾ Les rémunérations différées dues seront versées en espèces sur trois ans et indexées en partie sur le cours de l'action BNP Paribas.

⁽⁵⁾ Les rémunérations différées encore dues correspondent au solde restant à verser au titre des plans différés des trois années précédentes.

2. Gouvernance

Le Conseil d'administration définit le cadre et les principes directeurs de la politique de rémunération. Il institue à cet effet un Comité des Rémunérations afin d'approuver la politique et les propositions de rémunération qui lui sont présentées.

Le Conseil d'Administration, en s'appuyant sur les travaux du Comité des Rémunérations, s'assure à tout moment que les systèmes de rémunération sont conformes aux Directives du Groupe BNP Paribas et à la réglementation bancaire suisse.

Les responsabilités principales du Comité des Rémunérations sont :

- Approuver toute modification de la stratégie et de la politique de rémunération applicable globalement et/ou par Métier/Fonction.
- Veiller à ce que les systèmes de rémunération ne comportent pas d'incitation à l'adoption de comportements contraires à la politique de risques.
- S'assurer de la compétitivité des systèmes de rémunération par rapport au marché.
- Veiller à ce que les principes de non-discrimination soient respectés.
- Approuver les propositions de la Direction Générale et de la Direction des Ressources Humaines en matière d'augmentations de salaire et d'enveloppes de rémunération variables, globalement et par Métier/Fonction, ainsi que de s'assurer de leur application.

La Direction Générale présente au Comité des Rémunérations des propositions tenant compte des réglementations et des politiques en vigueur.

L'Inspection Générale, dans le cadre de son plan d'audit, revoit ex-post et valide la conformité de l'application des politiques de rémunération de BNP Paribas (Suisse) SA tant par rapport aux directives internes qu'aux réglementations locales et internationales.

Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2017

Bilan consolidé au 31 décembre 2017

En francs suisses / avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

Actifs	31.12.17	31.12.16
Liquidités	3 507 718 756	6 282 027 143
Créances sur les banques	2 173 852 098	2 530 186 096
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	623 000 000
Créances sur la clientèle	8 412 863 823	8 305 740 679
Créances hypothécaires	1 703 132 812	1 443 187 287
Opérations de négoce	1 325 938 855	858 492 909
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	271 117 730	517 643 797
Immobilisations financières	1 821 046 508	2 604 629 746
Comptes de régularisation	114 052 127	138 125 880
Participations non consolidées	2 232 789	4 493 061
Immobilisations corporelles	61 948 584	118 134 009
Valeurs immatérielles	5 775 898	4 873 950
Autres actifs	319 388 039	444 258 879
Total des actifs	19 719 068 019	23 874 793 436

Total des créances subordonnées

-

-

Passifs	31.12.17	31.12.16
Engagements envers les banques	7 746 348 390	10 556 625 836
Engagements résultant des dépôts à la clientèle	8 896 860 733	10 105 642 137
Engagements résultant des opérations de négoce	198 956 816	68 412 264
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	237 832 917	359 657 719
Comptes de régularisation	231 205 641	278 784 055
Autres passifs	252 142 169	81 701 624
Provisions	252 543 906	265 074 276
Réserves pour risques bancaires généraux	135 948 560	135 948 560
Capital social	320 270 600	320 270 600
Réserve issue du capital	2 560 668	2 560 668
<i>dont réserve issue d'apports en capital exonérés fiscalement</i>	-	-
Réserve issue du bénéfice	1 384 426 443	1 584 209 599
Réserve de change	(6 240 795)	(7 869 168)
Propres parts du capital (poste négatif)	(107 026)	(107 026)
Bénéfice consolidé	66 318 997	123 882 292
Total des passifs	19 719 068 019	23 874 793 436

Total des engagements subordonnés

-

-

Opérations hors bilan consolidées au 31 décembre 2017

En francs suisses / avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

	31.12.17	31.12.16
Engagements conditionnels	3 569 051 329	3 912 086 042
Engagements irrévocables	4 552 362 778	4 726 417 332
Crédits par engagements	209 972 061	247 675 429

Compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

En francs suisses / avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

	31.12.17	31.12.16
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	432 563 814	368 114 026
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	4 469 754	3 387 992
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	16 113 322	18 026 375
Charges d'intérêts	-210 383 495	-150 999 428
Résultat brut des opérations d'intérêts	242 763 395	238 528 965
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	3 234 570	-1 898 829
Sous-total résultat net des opérations d'intérêts	245 997 965	236 630 136
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		
Produits des commissions sur les titres et les opérations de placements	146 243 764	142 701 996
Produit des commissions sur les opérations de crédit	62 614 254	63 365 821
Produit des commissions sur les autres prestations de service	17 143 303	22 475 810
Charges de commissions	-58 755 718	-53 033 847
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	167 245 603	175 509 780
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	59 348 706	56 424 785
Autres résultats ordinaires		
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	-	83 494
Produits des participations (dont autres participations non consolidées: CHF 361'454)	21 811	361 454
Résultat des immeubles	1 455 401	1 611 970
Autres produits ordinaires	31 919 685	54 437 063
Autres charges ordinaires	-197 460	-76 092
Sous-total autres résultats ordinaires	33 199 437	56 417 889
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	-325 859 337	-324 667 868
Autres charges d'exploitation	-135 881 950	-155 290 686
Sous-total charges d'exploitation	-461 741 287	-479 958 554
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	-12 774 537	-11 300 726
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	10 635 288	93 331 404
Résultat opérationnel	41 911 175	127 054 714
Produits extraordinaires	32 785 550	3 403 379
Charges extraordinaires	-331 931	-849 479
Impôts	-8 045 797	-5 726 322
Bénéfice (Perte) du Groupe	66 318 997	123 882 292

Tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

En milliers de francs suisses / avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

	31.12.17		31.12.16	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Résultat de la période	66 319	-	123 882	-
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	10 710	-	11 301	-
Provisions et autres corrections de valeur	-	12 530	-	108 963
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	-	10 635	-	1
Comptes de régularisation Actifs	24 074	-	-	11 482
Comptes de régularisation Passifs	-	47 579	21 370	-
Autres actifs	124 871	-	-	118 572
Autres passifs	170 441	-	-	111 736
Dividende de l'exercice précédent	-	323 665	-	228 033
Flux de fonds du résultat opérationnel	396 415	394 409	156 553	578 786
Prélèvement sur les réserves	-	-	-	-
Ecart de conversion	1 628	-	-	172
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres	1 628	-	-	172
Participations	2 260	-	2	-
Immeubles	51 747	-	-	30
Autres immobilisations corporelles	-	4 549	-	1 079
Valeurs immatérielles	-	2 625	-	1 078
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	54 007	7 174	2	2 187
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Engagements envers les banques	403 086	-	202 092	-
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	418	-	-	4 017
Créances sur les banques	283 307	-	-	14 967
Créances sur la clientèle	425 467	-	13 101	-
Créances hypothécaires	-	686 780	-	94 738
Immobilisations financières	135 328	-	6 266	-
Opérations à moyen et long terme (>1 an)	1 247 606	686 780	221 459	113 722
Engagements envers les banques	-	3 213 363	4 179 849	-
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	1 209 199	-	1 469 304
Engagements résultant d'opérations de négoce	130 545	-	20 804	-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	121 825	138 817	-
Créances sur les banques	73 027	-	742 669	-
Créances résultant d'opérations de financement de titres	623 000	-	27 000	-
Créances sur la clientèle	-	521 955	-	348 522
Créances hypothécaires	426 834	-	-	25 794
Opérations de négoce	-	467 446	82 629	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	246 526	-	-	178 543
Immobilisations financières	648 255	-	-	92 823
Opérations à court terme	2 148 186	5 533 788	5 191 769	2 114 986
Etat des liquidités				
Liquidités	2 774 308	-	-	2 759 930
Solde	6 622 150	6 622 150	5 569 783	5 569 783

Etat des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2017

Chiffres en milliers de francs suisses / avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2016	320 271	2 561	1 584 210	135 949	-7 869	-107	123 882	2 158 897
Différence de change	-	-	-	-	1 628	-	-	1 628
Dividendes et autres distributions	-	-	-323 665	-	-	-	-	-323 665
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves	-	-	123 882	-	-	-	-123 882	-
Bénéfice consolidé	-	-	-	-	-	-	66 319	66 319
Capitaux propres au 31.12.2017	320 271	2 561	1 384 427	135 949	-6 241	-107	66 319	1 903 179

Annexe relative aux comptes annuels consolidés au 31 décembre 2017

Chiffres en milliers de francs suisses / sauf indication contraire

1. Commentaires relatifs à l'activité et mention de l'effectif du personnel

Le Groupe BNP Paribas (Suisse) (ci-après « le Groupe ») comprend BNP Paribas (Suisse) SA (ci-après « la Maison-mère ») et ses filiales.

Le périmètre de consolidation du Groupe est présenté au chapitre 2 let. a) ci-après.

BNP Paribas (Suisse) SA, dont le siège social est à Genève, dispose de succursales à Bâle, Lugano, Zurich, Guernesey et de filiales aux Emirats Arabes Unis et à Monaco.

BNP Paribas (Suisse) SA exerce l'ensemble des activités de banque de financement et d'investissement, ainsi que de gestion de fortune, avec l'ensemble des fonctions de support y afférents.

Dans les métiers de financement et d'investissement, son champ d'activité s'étend aux opérations de financement spécialisé, en particulier dans le domaine des matières premières, aux opérations d'émission et de placement sur les marchés financiers et aux activités pour compte propre sur les marchés des changes, des taux d'intérêts, et des produits dérivés sur actions.

L'activité de gestion de fortune pour une clientèle internationale disposant d'actifs importants est exercée au travers de la Maison-mère et de sa filiale située à Monaco.

BNP Paribas (Suisse) SA, assure la gestion de la trésorerie de l'ensemble des activités et des entités bancaires entrant dans son périmètre de consolidation. Elle exerce un rôle de plate-forme informatique et de back-offices pour un certain nombre d'entités suisses et étrangères du Groupe BNP Paribas. A contrario, elle externalise un certain nombre d'activités auprès d'entités du Groupe BNP Paribas: le back-office des activités obligataires auprès de BNP Paribas SA, Paris, les traitements administratifs-comptables et le back-office des produits dérivés sur actions auprès de BNP Paribas Arbitrage, Paris, le traitement des factures fournisseurs auprès de BNP Paribas India Solutions Private Ltd, Mumbai, certains développements IT auprès d'entités du Groupe BNP Paribas (Singapour, Mumbai), une partie des back-offices Titres de la clientèle Wealth Management auprès de BNP Paribas SA, succursale de Lisbonne, ainsi que la plateforme de trafic des paiements Swift, le filtrage et la surveillance des messages auprès de BNP Paribas SA, Paris.

BNP Paribas (Suisse) SA a repris au 1^{er} janvier 2017 sa production informatique externalisée à la filiale suisse de BNP Paribas Partners for Innovation, joint-venture entre BNP Paribas SA, Paris et IBM, France.

Le capital social de BNP Paribas (Suisse) SA est de CHF 320.3 millions et est détenu à 99,99% par BNP Paribas SA, Paris.

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2016 est de 1'372 personnes (2016: 1'415 personnes) et se répartit comme suit:

Suisse: 1 287 personnes (2016: 1 328 personnes)

Étranger: 85 personnes (2016: 87 personnes)

L'effectif moyen du Groupe en 2017 est de 1 386 personnes (2016: 1 435 personnes).

2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes retenus pour l'établissement et l'évaluation des comptes consolidés du Groupe formé de BNP Paribas (Suisse) SA et de ses filiales sont conformes aux statuts, au Code des obligations, à la Loi fédérale sur les banques ainsi qu'aux circulaires de l'Autorité Fédérale de Surveillance des Marchés Financiers (FINMA) régissant l'établissement des comptes. Conformément à ces dernières, les états financiers consolidés du Groupe ont été établis selon le principe de l'image fidèle afin de présenter l'état réel du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe.

Les principes comptables et d'évaluation sont régis par la circulaire FINMA 2015/1 « Comptabilité banques » entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

a) Principes comptables

Participations consolidées

Les filiales significatives dans lesquelles la Maison-mère détient directement ou indirectement plus de 50% du capital sont consolidées selon le principe de l'intégration globale. Les comptes sociaux des filiales sont retraités pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-dessous. Après cumul des bilans et comptes de résultat, les engagements et créances ainsi que les produits et charges résultant d'opérations réciproques entre sociétés consolidées sont éliminés.

Les participations dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'au moins 20% des droits de vote, sont intégrées par mise en équivalence à l'exception des participations non significatives ou pour lesquelles la Banque n'est pas active dans la gestion.

La différence nette des éliminations de soldes qui résultent d'un mode de saisie différent des opérations est portée au bilan sous la rubrique «Autres actifs» ou «Autres passifs».

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de l'actif net de la participation acquise figurent en « Valeurs immatérielles ». Ils sont amortis linéairement sur 5 ans.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend au 31 Décembre 2017 la participation dans BNP Paribas Wealth Management Monaco, filiale bancaire au capital de EUR 13.0 millions, auditée par Messieurs François Brych et Jean-Humbert Croci à Monaco.

Participations non consolidées

Les participations minoritaires ou non significatives par rapport à l'objectif visé par les comptes consolidés sont portées au bilan à leur coût d'acquisition. Une correction de valeur est faite, le cas échéant, pour des moins-values durables.

Les participations non consolidées sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les participations non consolidées libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de change du jour de l'acquisition des titres (principe du coût historique).

Une correction de valeur est faite, le cas échéant, pour des moins-values durables.

Le refinancement des participations non consolidées libellées en devises est effectué dans la même monnaie et est évalué au cours de clôture.

Conversion des transactions et soldes des états financiers en monnaies étrangères

Les postes de bilan du Groupe libellés en monnaies étrangères sont convertis en francs suisses au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

A l'exception des opérations de change à terme qui sont évaluées au cours du terme restant à courir de la devise concernée, les opérations hors bilan sont converties au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les revenus et les charges en devises du Groupe sont convertis en francs suisses au cours du jour des transactions. Fait exception à ce principe la quote-part des revenus nets réalisés en dollars US par la Maison-mère qui peut être convertie au cours de couverture des positions de change constituées au cours de l'exercice, et destinées à assurer la couverture du risque de change contre franc suisse d'une partie des revenus nets réalisés dans cette devise.

Le cours de change USD/CHF moyen de couverture auquel ont été convertis ces revenus en dollars US sur l'exercice est de CHF 0.9895 (2016: 0.9796).

Dans le but de couvrir une partie de ses résultats 2018 contre une éventuelle baisse du dollar US, la Maison-mère a mis en place une stratégie de couverture à la fin de l'exercice 2017 pour un montant de USD 25 millions. Cette position de couverture ne fait pas l'objet d'une réévaluation au compte de résultat à la date de clôture de l'exercice.

Les cours de clôture suivants ont été appliqués pour les principales monnaies :

	31.12.17	31.12.16
USD/CHF	0.97710	1.01690
EUR/CHF	1.17225	1.07410
JPY/CHF*	1.15167	1.14877
GBP/CHF	1.32065	1.25715

**cours pour 100 Yens*

Les cours moyens utilisés en consolidation au 31.12.2017 sont USD/CHF 0.984606 (31.12.2016: 0.98526), EUR/CHF 1.1119064 (31.12.2016: 1.089917).

Les postes des comptes de résultat des filiales libellés en monnaie étrangère sont convertis en francs suisses au cours moyen de l'exercice.

Période de consolidation

La période de consolidation correspond à l'année civile.

Saisie des opérations

Les opérations du Groupe sont comptabilisées selon le principe de la date de valeur, à l'exception des dérivés et des titres, ainsi que d'une partie des opérations de transferts qui restent traités en date de conclusion. L'impact de ces traitements est jugé non significatif par la Direction Générale de la Maison-mère.

Délimitation des exercices

Les produits sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus, et les charges dès qu'elles sont engagées.

Créances sur la clientèle

Les concours par caisse et par signature accordés à la clientèle sont enregistrés à leur valeur nominale qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine.

Dépréciations sur prêts et créances, créances hypothécaires, provisions sur engagements de financement et de garantie

Des dépréciations sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum

ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel. Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le Groupe suivent des principes analogues, en tenant compte pour les engagements de financement de leur probabilité de tirage.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- l'existence d'impayés depuis trois mois au moins,
- la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté,
- les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

La valeur estimée de réalisation des sûretés (garanties reçues) est la valeur de la garantie, plafonnée par le montant des actifs couverts.

Les sûretés non bancaires sont évaluées en se basant sur la valeur de marché du sous-jacent (titres, métaux, devises, marchandises,...) mis en garantie. Pour les sûretés sous forme d'acte de nantissement de tiers, leur valeur est définie en fonction des avoirs détenus par le tiers dans les livres du Groupe. Les garanties bancaires font l'objet d'une appréciation de la solvabilité de la banque garante.

Pour les sûretés sous forme de gage hypothécaire, leur valeur est définie selon des estimations d'experts ou selon des méthodes d'évaluation reconnues.

Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique «Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts». Toute réappréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, également dans la rubrique «Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

La dépréciation d'un prêt ou d'une créance, ainsi que les intérêts réservés, sont enregistrés dans un compte de provision distinct venant réduire la valeur d'origine de la créance enregistrée à l'actif. Les provisions afférentes à un instrument financier enregistré hors-bilan, un engagement de financement ou de garantie, ou faisant l'objet d'un litige, sont inscrites au passif dans la rubrique « Provisions ».

Une créance dépréciée est enregistrée pour tout ou partie en pertes et sa provision reprise à due concurrence de la perte lorsque toutes les voies de recours offertes à la banque ont été épuisées pour recouvrer les constituants de la créance ainsi que les garanties ou lorsqu'elle a fait l'objet d'un abandon total ou partiel.

Les contreparties des activités des métiers de financement et d'investissement (CIB) font l'objet d'une analyse du risque, qui s'appuie sur le système de notation interne du Groupe BNP Paribas fondé sur des données historiques. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les pertes ainsi estimées sont comptabilisées au passif au bilan, puis compensées à l'actif au titre de correction de valeur pour les risques latents en contrepartie du compte de résultat « Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ». Lorsqu'une perte potentielle peut être allouée individuellement, une provision spécifique est comptabilisée et la correction de valeur pour les risques latents correspondante est reprise en « Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les corrections de valeur pour les risques latents sont les suivantes :

en millions de CHF

	31.12.17	31.12.16
	5.4	6.8

Les encours garantis par des actifs immobiliers figurent au bilan sous la rubrique « Créances hypothécaires ».

Portefeuille de titres destinés au négoce

Le portefeuille de titres, à revenu fixe ou variable, acquis dans le cadre des activités de négoce courantes, est évalué à sa valeur de marché.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières détenues par le Groupe contiennent des titres productifs d'intérêts destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et à des investissements réalisés en obligations ou en titres productifs d'intérêts, ou encore en actions et valeurs assimilables, avec pour seul objectif d'en retirer une rentabilité satisfaisante à moyen terme sans pour autant que le Groupe ait l'intention d'intervenir dans la gestion des entreprises émettrices.

Les titres productifs d'intérêts destinés à être conservés jusqu'à leur échéance sont évalués à leur valeur d'acquisition. L'écart entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des obligations est amorti linéairement jusqu'à l'échéance (accrual method) au compte de résultat sous la rubrique « Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières ».

Pour les actions faisant l'objet d'une cotation régulière, la valeur retenue comme valeur d'estimation correspond à la valeur la plus basse entre la valeur d'acquisition et la valeur boursière. Pour les actions non cotées, c'est la valeur la plus basse entre la valeur d'acquisition et la valeur intrinsèque qui est retenue comme valeur d'estimation. Toute différence négative constatée par rapport à la valeur d'acquisition est provisionnée et enregistrée sous la rubrique « Autres charges ordinaires ». Toute reprise de provision jusqu'à la valeur d'acquisition est enregistrée en « Autres Produits Ordinaires ».

Opérations de prêt et de pension effectuées avec des titres

Les titres vendus avec un engagement de rachat (mise en pension – repurchase agreement) ainsi que les titres prêtés restent inscrits au bilan et sont évalués conformément aux principes comptables applicables aux portefeuilles destinés au négoce, respectivement aux immobilisations financières, cela tant que le Groupe conserve économiquement le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés. Les montants reçus provenant de la vente de ces titres ou reçus à titre de garanties de ces prêts sont portés au bilan sous la rubrique « Engagements résultant des opérations de financement de titres ». Les charges d'intérêts relatives à ces engagements sont enregistrées au compte de résultat selon le principe de la délimitation dans le temps (accrual method).

Les titres acquis avec l'engagement d'une vente future (prise en pension – reverse repurchase agreement) ainsi que les titres empruntés ne sont pas inscrits au bilan tant que le pouvoir de disposition des titres transférés n'est pas abandonné par la partie cédante. Les montants versés pour l'acquisition de ces titres ou remis en garantie pour ces emprunts sont enregistrés sous la rubrique « Créances résultant d'opérations de financement de titres ». Les produits d'intérêts relatifs à ces créances sont enregistrés au compte de résultat selon le principe de la délimitation dans le temps (accrual method).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur prix de revient et amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée.

Lorsqu'une immobilisation fait apparaître une diminution de valeur ou un changement de la durée d'utilisation, il est procédé à un amortissement exceptionnel et la valeur comptable résiduelle est amortie selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation fixée. Les amortissements effectués selon le plan d'amortissement défini ainsi que les amortissements exceptionnels sont portés en charge de la période sous la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles ». Si les facteurs ayant motivé un amortissement exceptionnel cessent d'exister, le Groupe procède à une réévaluation enregistrée en produits extraordinaires afin de supprimer entièrement ou partiellement une dépréciation de valeur saisie dans des périodes précédentes.

Les durées d'amortissement appliquées sur les principales catégories d'immobilisations sont les suivantes :

- **immeubles**: 10 à 60 ans selon les composants
- **meublé**: 5 ans
- **matériel bureautique**: 3 ans
- **téléphonie mobile, tablettes**: 2 ans
- **autre matériel informatique**: 5 ans
- **logiciels**: 3-5 ans
- **portefeuille de clientèle**: 5 ans

Valeurs immatérielles

Les goodwill comprennent les écarts d'acquisition sur les participations consolidées et les fonds de commerce acquis à des tiers, qui sont amortis linéairement sur 5 ans. Lorsqu'un goodwill fait apparaître une diminution de valeur ou un changement de la durée d'utilisation, il est procédé à un amortissement exceptionnel et la valeur comptable résiduelle est amortie selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation fixée.

Les autres valeurs immatérielles comprennent les dépenses encourues pour les logiciels développés à l'interne. A leur mise en service, les logiciels créés par la Maison-mère sont inscrits à l'actif sous les immobilisations corporelles.

Emissions

La Maison-mère procède à des émissions obligataires structurées pour sa clientèle institutionnelle, qui sont comptabilisées à leur valeur de marché.

Provisions

Les risques de pertes et de dépréciation sur les éléments de l'actif du bilan et du hors bilan ainsi que ceux liés à l'existence de litiges sont provisionnés. L'ensemble des correctifs d'actifs et des provisions figure au bilan sous « Provisions » à l'exception des provisions sur immobilisations financières, des provisions individualisées sur débiteurs douteux et des corrections de valeur pour les risques latents qui sont portées en déduction du poste correspondant du bilan.

Engagements sociaux

Les engagements découlant des plans de prévoyance existants sont évalués et provisionnés à la date de clôture selon la méthode actuarielle préconisée par la norme Swiss Gaap RPC 16. Les provisions constituées à ce titre correspondent à la valeur nette des engagements déterminés en fin d'exercice (voir notes 3.12 et 3.13 ci-après).

Les autres prestations versées aux collaborateurs qui ne sont pas liées à des plans de prévoyance professionnelle, telles qu'indemnités de fin de carrière et de primes jubilaires, sont comptabilisées en charges dès qu'elles sont acquises par les collaborateurs du Groupe.

Instruments financiers dérivés

Les principes d'évaluation appliqués par le Groupe sur les instruments financiers dérivés sont les suivants :

- Pour les activités d'arbitrage, les variations de valeur des instruments négociés sur des marchés organisés sont enregistrées dans le compte de résultat sous la rubrique « Résultat des opérations de négoce ». Ce principe est aussi appliqué aux instruments d'échange de taux d'intérêts (swaps) traités hors bourse, la valeur de marché étant dans ce cas égale au montant actualisé des flux de trésorerie futurs.
- Les résultats sur les instruments dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de micro-couverture et de macro-couverture sont évalués et comptabilisés de manière analogue aux résultats des opérations de base couvertes. Les opérations de macro-couverture sont réalisées principalement dans le cadre des activités de gestion des éléments sans échéance du bilan. Leurs résultats sont enregistrés dans les produits et charges d'intérêts. La différence avec la valeur de marché est portée en compte de compensation au bilan.

Les valeurs de remplacement brutes figurant au bilan sous les rubriques « Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés » et « Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés » correspondent à la valeur de marché des instruments financiers dérivés résultant d'opérations pour le compte de clients et pour propre compte, ouvertes à la date du bilan. Les valeurs de remplacement brutes positives représentent des créances et les valeurs de remplacement brutes négatives représentent des engagements. Les montants respectifs ouverts à la date du bilan sont mentionnés dans la note 3.4.

Les valeurs de remplacement brutes positives et négatives des IRS et FRA conclus avec la même contrepartie sont compensées si, le cas échéant, un contrat de netting a été signé avec la contrepartie.

Impôts

Les entités du Groupe provisionnent les impôts encore dus sur les exercices antérieurs ainsi que les impôts qui sont dus sur le bénéfice réalisé pendant l'exercice et sur les fonds propres imposables à la fin de l'exercice selon les règles et les taux en vigueur dans leurs pays d'implantation respectifs.

Le cas échéant, l'impôt sur le bénéfice des entités du Groupe est ajusté en fonction des différences temporaires d'imposition. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable. Les impôts différés actifs et passifs ne sont pas compensés au bilan.

Un impôt différé actif de CHF 0.6 million est enregistré dans le poste de bilan «Autres Actifs» au 31 décembre 2017 (2016: CHF 1.3 million). Ce montant est constaté sur les déficits reportables de la filiale de Monaco.

Un impôt différé passif de CHF 186.9 millions est enregistré dans le poste de bilan «Provisions» au 31 décembre 2017 (2016: CHF 186.9 millions). Ce montant a été déterminé au taux d'imposition en vigueur de la Maison-mère (24,23%) sur des provisions à caractère général de CHF 771.2 millions existant dans les comptes annuels statutaires des sociétés du Groupe.

Les autres impôts indirects et taxes sont comptabilisés en «Autres charges d'exploitation».

Commissions

Les commissions sont enregistrées au compte de résultat au moment où elles sont débitées au client. Les commissions fiduciaires, les commissions faisant l'objet d'une facturation périodique, les commissions de participations à des crédits syndiqués, ainsi que certaines commissions de financement sont comptabilisées au résultat prorata temporis.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour la couverture des risques inhérents à l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des «Réserves pour risques bancaires généraux». Ces réserves font parties des fonds propres et ont supporté l'impôt.

Propres parts du capital

La position en propres parts du capital est portée en déduction des fonds propres, sous la forme d'une position séparée intitulée «Propres parts du capital».

Engagements conditionnels, engagements irrévocables, crédits par engagements

La présentation des postes hors bilan se fait à la valeur nominale. Les risques identifiés font l'objet d'une provision portée au passif du bilan.

b) Commentaires relatifs à la gestion des risques

Généralités

Le Conseil d'Administration de la Maison-mère procède annuellement à une évaluation des risques sur la base d'un rapport ad hoc préparé par la Direction.

Risques de taux d'intérêts

La gestion et le suivi de l'ensemble des risques de taux sur les opérations à terme des entités du Groupe sont effectués auprès de la Maison-mère. De même, cette dernière a la responsabilité de garantir la bonne application des règles du Groupe BNP Paribas en matière de gestion des risques structurels de taux sur les éléments sans échéance des bilans des différentes entités (fonds propres, dépôts à vue de la clientèle).

Ce mode de fonctionnement repose sur des contrats de service passés entre la Maison-mère et les sociétés du Groupe concernées, dans lesquelles ces dernières s'engagent à centraliser auprès de la Maison-mère tous leurs risques de taux et de contreparties.

A ces positions s'ajoutent les positions de négoce de la Maison-mère réalisées dans le cadre des limites fixées dans son règlement interne.

Dans le cadre d'une gestion active de son bilan, le Groupe a adossé une partie des dépôts à vue de la clientèle non rémunérés à des placements sur des échéances à moyen et long terme, ceci en vue de bénéficier de taux de remplacement plus favorables que les taux du marché monétaire. De même, une partie de ses fonds propres est placée à long terme.

Autres risques de marché

Seule la Maison-mère est autorisée à effectuer des opérations de négoce sur les marchés de titres, de taux et de devises pour compte propre. Elle exerce son activité sur les marchés financiers conformément aux directives de l'Association Suisse des Banquiers en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1996, applicables à la gestion des risques en matière d'utilisation de dérivés.

Parmi les dispositifs de contrôle mis en place par la Maison-mère dans ce domaine, il faut citer:

- l'existence d'un système de limites de positions pour chaque activité et de pertes maximales pour les activités de négoce;
- l'existence de limites de crédit par contrepartie;
- un suivi en temps réel des résultats des activités de négoce, ainsi qu'une analyse de performance hebdomadaire pour les activités de transformation de taux;
- l'existence d'un système d'information détaillé destiné aux instances chargées du suivi des risques de marché et de crédit.

La Maison-mère utilise un modèle interne de valeur en risque utilisé par l'ensemble du Groupe BNP Paribas. Ce système, qui fait appel aux techniques de simulation, permet d'estimer les pertes potentielles des activités de marché à partir d'observations historiques faites, d'une part, sur la volatilité des principaux paramètres (taux d'intérêts, taux de change, cours des titres) susceptibles d'induire un changement de valeur d'un portefeuille et, d'autre part, sur les corrélations entre ces variables.

Les autres entités du Groupe traitent des instruments financiers dérivés pour le compte de la clientèle. Les opérations effectuées portent principalement sur le change, les valeurs mobilières et les taux d'intérêts.

Risques de crédit

Toutes les entités du Groupe appliquent de manière homogène et régulière la politique du Groupe en matière de gestion des risques de crédit.

La classification des crédits selon un système de catégories de risques interne au Groupe permet de mesurer en tout temps la qualité des portefeuilles de crédits. Les crédits sont octroyés dans le cadre d'un système de délégation de compétences qui se décline par entités. Chaque entité assure le contrôle des risques sur les encours accordés, de même que le contrôle du respect des délégations de pouvoir en matière de crédit, ainsi que la classification des crédits selon le système de rating interne.

La fonction Risk de la Maison-mère et son Conseil d'Administration sont informés régulièrement des risques sur une base consolidée. Un éventuel besoin en provisions est déterminé sur une base périodique.

Risques-pays

En matière de risques souverains, le Groupe a adhéré au dispositif de gestion centralisée mis en place par BNP Paribas SA, Paris. Les principes et méthodes appliqués par le Groupe BNP Paribas en matière de risques pays sont conformes aux directives émises par l'Association Suisse des Banquiers.

Le Groupe BNP Paribas dispose de comités ad hoc chargés de fixer les limites par zones et par pays, limites dans lesquelles les lignes acceptées par le Groupe sont incorporées. Ces comités sont également chargés d'analyser et d'évaluer régulièrement les risques inhérents aux pays hors de l'UE et de l'OCDE : ces pays sont regroupés par classes de risques croissantes, en fonction desquelles un taux de provisionnement minimum devient exigible. Par ailleurs, les encours sont pondérés en fonction de la structure des échéances et de la nature des opérations. Aucune provision n'est cependant constatée au sein de la Maison-mère ou des sociétés du Groupe, BNP Paribas SA, Paris, prenant à sa charge l'ensemble des provisions pour risques-pays sur la base des informations qui sont remontées par les sociétés du Groupe BNP Paribas en Suisse.

Risques opérationnels et de réputation

Le Groupe dispose de fonctions dédiées qui sont chargées d'identifier, de mesurer et de contrôler les risques liés aux aspects opérationnels de ses activités, notamment sur le plan de la déontologie, des systèmes d'information, ainsi que des risques juridiques et fiscaux.

Un Comité de Contrôle Interne au niveau de la Maison-mère se réunit périodiquement avec pour mission d'examiner l'état du dispositif en matière de risques opérationnels, de contrôle permanent, de conformité et déontologie, et de faire le suivi des recommandations émises par les auditeurs externes ou internes.

Par ailleurs, un Comité de Direction dédié de BNP Paribas (Suisse) SA revoit chaque trimestre les risques opérationnels et litiges provisionnés et à provisionner dans les comptes de la Maison-mère. En décembre 2016, il a été décidé en particulier de reprendre une provision pour autres risques d'exploitation de CHF 95.6 millions constituée au cours des exercices 2014 (CHF 53.1 millions) et 2015 (CHF 42.5 millions), considérant que l'évaluation des risques ne justifiait pas de maintenir cette provision.

c) Politique d'affaires lors de l'utilisation d'instruments financiers dérivés

Les opérations pour compte propre sont réalisées dans le cadre des directives internes s'appliquant à la gestion des risques de marché et de taux.

Les entités du Groupe traitent des instruments financiers dérivés pour leur clientèle. Les transactions portent sur les opérations de change (à terme et options), les options sur titres, indices boursiers, taux d'intérêts, métaux précieux, ainsi que les futures.

Sur ces opérations, les entités du Groupe calculent un équivalent risque pour déterminer le montant de sûretés nécessaires. Cet équivalent risque correspond à la valeur de remplacement des instruments majorée d'un add-on ou à la marge usuelle calculée par le marché.

Des appels de marge sont effectués dès que la valeur des avoirs donnés en garantie n'assure plus la couverture du risque encouru de manière adéquate.

d) Surveillance consolidée

La surveillance consolidée des différentes entités du Groupe est effectuée par la Direction de la Maison-mère qui établit des procédures de reporting et de contrôle. Elle assure ainsi un suivi régulier des opérations de ses filiales dans les limites fixées par les différents Conseils d'Administration.

Des représentants de la Direction Générale de la Maison-mère sont membres des Conseils d'Administration des entités consolidées du Groupe.

3. Informations relatives au bilan

3.1) Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

	31.12.17	31.12.16
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension ¹	-	623 000
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	146 444	53 832
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	-	622 909

¹ Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

3.2) Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle	179 743	5 768 249	2 787 420	8 735 412
Créances hypothécaires	1 602 686	35 656	83 449	1 721 791
Immeubles d'habitations	1 205 474	33 944	81 324	1 320 742
Immeubles commerciaux	1 028	-	-	1 028
Autres	396 184	1 712	2 125	400 021
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)	31.12.17	1 782 429	5 803 905	2 870 869
	31.12.16	1 470 559	4 649 901	4 026 080
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)	31.12.17	1 729 351	5 539 672	2 846 974
	31.12.16	1 422 027	4 328 233	3 998 668
Hors bilan				
Engagements conditionnels	-	872 949	2 696 102	3 569 051
Engagements irrévocables	2 672	194 096	4 355 595	4 552 363
Crédits par engagements	-	83 402	126 570	209 972
Total du hors bilan	31.12.17	2 672	1 150 447	7 178 267
	31.12.16	1 621	1 084 500	7 800 057

Créances compromises	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
31.12.17	516 635	170 425	346 210	346 210
31.12.16	653 912	253 785	400 127	400 127

La valeur estimée de réalisation des sûretés (garanties reçues) est la valeur de la garantie estimée pour la détermination du besoin de correction de valeur et plafonnée par le montant des actifs couverts.

3.3) Répartition des opérations de négoce et autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

Actifs	31.12.17	31.12.16
Opérations de négoce	1 325 939	858 493
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	486 850	109 055
<i>dont cotés</i>	<i>486 850</i>	<i>109 055</i>
Titres de participation	839 089	749 438
Total des actifs	1 325 939	858 493
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	273 029	32 144
Engagements	31.12.17	31.12.16
Opérations de négoce	198 957	68 412
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	198 957	68 412
<i>dont cotés</i>	<i>198 957</i>	<i>68 412</i>
Total des engagements	198 957	68 412
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-

3.4) Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

		Instruments de négoce			Instruments de couverture		
		Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats
Instruments de taux							
swaps		5 649	5 990	7 512 972	11 256	13 002	1 651 739
futures		-	-	-	-	-	-
options (OTC)		142	142	236 802	-	-	-
Total		5 791	6 132	7 749 774	11 256	13 002	1 651 739
Devises / métaux précieux							
contrats à terme		90 500	88 659	7 814 668	253	1 453	491 857
swaps combinés d'intérêts et de devises		42 931	38 658	4 746 834	63 676	31 688	12 534 678
options (OTC)		56 419	56 419	3 397 102	-	-	-
Total		189 850	183 736	15 958 604	63 929	33 141	13 026 535
Titres de participation / Indices							
contrats à terme		-	-	-	-	-	-
futures		-	1 530	848 937	-	-	-
options (OTC)		292	292	94 931	-	-	-
Total		292	1 822	943 868	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting	31.12.17 dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	195 933	191 690	24 652 246	75 185	46 143	14 678 274
	31.12.16 dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	383 677	328 420	26 007 189	133 967	31 238	10 470 661
Total après prise en compte des contrats de netting		Valeurs de remplacement positives (cumulées)		Valeurs de remplacement négatives (cumulées)			
31.12.17		271 118		237 833			
31.12.16		517 644		359 658			
Répartition selon les contreparties							
		Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières		Autres clients		
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)		-	131 658		139 460		

3.5) Répartition des immobilisations financières

	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.17	31.12.16	31.12.17	31.12.16
Titres de créance	1 602 158	2 365 006	1 602 391	2 365 375
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	<i>1 602 158</i>	<i>2 365 006</i>	<i>1 602 158</i>	<i>2 365 099</i>
Titres de participation	401	400	36 026	32 250
Métaux précieux	217 960	238 190	217 960	238 190
Immeubles, marchandises et véhicules	528	1 033	528	1 033
Total	1 821 047	2 604 630	1 856 905	2 636 849
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	<i>1 129 997</i>	<i>1 739 339</i>	<i>1 129 997</i>	<i>1 739 339</i>

Répartition des contreparties selon la notation S&P	de AAA à AA-	de A+ à A-	de BBB+ à BBB-	de BB+ à B-	inférieur à B-	sans notation
Titres de créance à la valeur comptable	1 572 182	29 976				

3.6) Présentation des participations non consolidées

	Valeur d'acquisition	Valeur comptable au 31.12.2016	Investissements	Désinvestissements (y c. effet de change)	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31.12.2017
Autres participations						
sans valeur boursière ¹	4 512	4 493	-	-195	-2 065	2 233
Total des participations	4 512	4 493	-	-195	-2 065	2 233

¹ dont BNP Paribas Wealth Management (DIFC) Limited, Dubaï, société au capital de MUSD 4'000. Cette société est titulaire d'une licence de catégorie 4, qui ne permet pas d'octroyer des crédits, ni d'effectuer de la gestion discrétionnaire. Compte tenu de la taille de son bilan, la Banque a considéré que les conditions pour intégrer BNP Paribas Wealth Management (DIFC) Limited dans son périmètre de consolidation ne sont pas remplies.

3.7) Indication des entreprises dans lesquelles la banque détient une participation permanente significative, directe ou indirecte

Raison sociale et siège	Activité	Méthode de consolidation	Capital social (en 1'000)	Part au capital (en %)	Part aux voix (en %)	Détention directe/ indirecte
BNP Paribas Wealth Management Monaco, Monaco	Banque	Intégration globale	EUR 12 960	100.00	100.00	directe

3.8) Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur	Valeur comptable au 31.12.2016	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31.12.2017
Immeubles à l'usage de la banque	169 160	-66 171	102 989	-	-	-51 747	-2 476	48 766
Software acquis séparément ou développés à l'interne	56 684	-53 711	2 973	302	851	-1 689	-1 083	1 354
Autres immobilisations corporelles	115 444	-103 272	12 172	-	6 331	-944	-5 730	11 829
Total des immobilisations corporelles	341 288	-223 154	118 134	302	7 182	-54 380	-9 289	61 949

Engagements de

« leasing » non portés au bilan selon les échéances

	Total	dont dû dans 1 année	dont dû >1 - <=2 ans	dont dû >2 - <= 3 ans	dont dû >3 - <= 4 ans	dont dû >4 - <= 5 ans	dont dû après 5 années
Total engagements de « Leasing »	377	150	122	77	28	-	-

3.9) Présentation des valeurs immatérielles

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2016	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31.12.2017
Goodwill	143 887	-140 549	3 339	-	2 505	4	-1 421	4 427
Autres valeurs immatérielles	2 685	-1 149	1 535	-303	1 152	-1 035	-	1 349
Total des valeurs immatérielles	146 572	-141 698	4 874	-303	3 657	-1 031	-1 421	5 776

3.10) Répartition des autres actifs et autres passifs

Autres actifs	31.12.17	31.12.16
Impôts directs	120 352	248 080
Impôts indirects	76 799	75 919
Comptes de règlement	102 426	80 945
Compte de compensation	229	16 180
Impôt différé Actif	609	1 282
Autres	18 973	21 853
Total	319 388	444 259

Autres passifs	31.12.17	31.12.16
Comptes de règlement	99 481	13 706
Impôts indirects	3 995	6 524
Autres	148 666	61 472
Total	252 142	81 702

3.11) Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

Les actifs mis en gage sont sans objet au 31.12.2017 (2016: idem).

3.12) Indication des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle

Le solde créancier des comptes courants des institutions de prévoyance au 31 décembre 2017 ouverts auprès du Groupe s'élève à CHF 43.2 millions (2016: CHF 19.0 millions).

L'ensemble des collaborateurs de la Maison-mère est affilié à une fondation de prévoyance commune aux entités du Groupe BNP Paribas en Suisse. Cette fondation offre à ses affiliés un plan de retraite en primauté de cotisations.

La Maison-mère affine également ses cadres et membres de direction à une fondation de prévoyance complémentaire en primauté de cotisations.

La Maison-mère procède à une évaluation des engagements de prévoyance en appliquant la méthode actuarielle des fondations de prévoyance.

3.13) Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Les deux institutions de prévoyance du Groupe BNP Paribas en Suisse ne sont pas en situation de découvert technique.

Les derniers comptes annuels révisés de ces institutions de prévoyance établis selon la norme Swiss Gaap RPC 26 font apparaître au 31.12.2016 un degré de couverture de:

- 114.8% pour la Fondation de prévoyance du Groupe BNP Paribas en Suisse,
- 125.0% pour la Fondation de prévoyance Cadre-Direction du Groupe BNP Paribas en Suisse.

Comme il n'est pas prévu d'utiliser les excédents de couverture des institutions de prévoyance pour réduire les cotisations de l'employeur, de les restituer à l'employeur ou de les utiliser en dehors des prestations réglementaires pour un autre usage économique de l'employeur, il n'en résulte pas dès lors d'avantages économiques pour la Maison-mère.

Les filiales du Groupe à l'étranger disposent de régimes de retraite à cotisations définies, qui sont indépendantes de celui de la Maison-mère.

	Excédent de couverture estimé à la fin 2017	Part économique du Groupe		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente (avantage / engagement économique)	Cotisations payées au titre de l'année 2017	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		31.12.17	31.12.16			31.12.17	31.12.16
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture ou découvert							
Fondation de prévoyance du Groupe BNP Paribas en Suisse	117.3%	-	-	-	26 937	28 152	28 010
Fondation de prévoyance Cadre-Direction du Groupe BNP Paribas en Suisse	126.4%	-	-	-	1 190	1 190	1 163

3.14) Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux, ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

	Etat au 31.12.2016	Utilisations conformes au but	Reclassifications	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31.12.2017
Provisions pour impôts latents	186 864	-	-	-	-	-	-	186 864
Provisions pour engagements de prévoyance	8 970	-	-8 970	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de défaillance	8 988	1 379	-	-	-	-	-	10 367
Provisions pour autres risques d'exploitation	59 016	-2 520	-	937	-	5 601	-16 433	46 601
Provisions de restructurations	380	-6	-	24	-	172	-387	183
Autres provisions	855	-1 734	8 970	293	-	313	-169	8 528
Total des provisions	265 074	-2 881	-	1 254	-	6 086	-16 989	252 543
Réserves pour risques bancaires généraux⁽¹⁾	135 949	-	-	-	-	-	-	135 949
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	406 931	-62 757	-	596	15 511	11 906	-20 614	351 573
<i>dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises</i>	<i>400 127</i>	<i>-62 757</i>	<i>-</i>	<i>795</i>	<i>15 511</i>	<i>9 786</i>	<i>-17 252</i>	<i>346 210</i>
<i>dont corrections de valeur pour les risques latents</i>	<i>6 804</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-199</i>	<i>-</i>	<i>2 120</i>	<i>-3 362</i>	<i>5 363</i>

¹ Lors de leurs constitutions, les réserves pour risques bancaires généraux ont supporté l'impôt.

3.15) Présentation du capital social

	31.12.17			31.12.16		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital-actions ¹	320 271	3 202 706	320 271	320 271	3 202 706	320 271
<i>dont libéré</i>	<i>320 271</i>	<i>3 202 706</i>	<i>320 271</i>	<i>320 271</i>	<i>3 202 706</i>	<i>320 271</i>
Total du capital social	320 271	3 202 706	320 271	320 271	3 202 706	320 271

¹ Le capital action se décompose en 3'202'706 actions nominatives de CHF 100 détenues à 99,99 % par BNP Paribas SA, Paris.

3.16) Nombre et valeur des droits de participations ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes

	Nombre d'actions de performance attribuées		Charge représentée par le paiement à base d'actions	
	31.12.17	31.12.16	31.12.17	31.12.16
Membres des organes de direction	-	2 605	-	129
Collaborateurs	-	10 185	-	506
Total	-	12 790	-	635

Entre 2006 et 2012, le Groupe BNP Paribas a mis en place un Plan Global d'Intéressement en Actions, comportant, au bénéfice de certains collaborateurs du Groupe, l'attribution d'actions de performance.

Les actions de performance attribuées entre 2009 et 2012 sont acquises à titre définitif, sous condition de présence, à l'issue d'une période d'acquisition de 3 ou 4 ans selon le cas. A compter de 2010, la fraction de l'attribution conditionnelle de chaque bénéficiaire a été fixée à 100% de l'attribution totale pour les membres du Comité Exécutif et les cadres dirigeants du Groupe BNP Paribas, et à 20% pour les autres bénéficiaires.

Concernant les actions de performance attribuées jusqu'en 2011, la condition de performance à laquelle est sujette une fraction de ces actions porte sur le résultat par action du Groupe.

En 2012, la condition de performance retenue a été modifiée et s'apprécie au regard de la performance relative du titre BNP Paribas par rapport à l'indice Dow Jones Euro Stoxx Bank.

Valorisation des actions de performance

La valeur unitaire des actions de performance retenue est la valeur au moment de l'acquisition.

La dernière attribution d'actions de performance a été réalisée en 2012.

3.17) Indication des créances et engagements envers les parties liées

Crédits aux organes

Au 31 décembre 2017, les crédits accordés aux organes sont sans objet (2016: idem).

Crédits et engagements envers les sociétés liées

L'état des créances et engagements (bruts) sur et envers des sociétés liées (entités contrôlées par BNP Paribas SA, Paris) se présente comme suit:

	Créances		Engagements	
	31.12.17	31.12.16	31.12.17	31.12.16
Comptes à vue	137 885	144 103	53 074	78 879
Comptes à terme	293 414	228 885	33 558	63 476
	Hors Bilan			
Engagements conditionnels	88 206	78 855		
Engagements irrévocables	-	-		
Crédits par engagement	13 428	10 817		
	Instruments financiers dérivés			
IRS	-	-		
Options taux OTC	-	-		
Devises à terme	4 292	2 290		
Options devises OTC	-	-		
Options titres OTC	44 539	-		
Futures sur taux	-	550 000		
Futures sur titres	848 937	770 815		
Dividend swaps	-	-		
	Opérations fiduciaires			
	-	-		

Les transactions avec les sociétés liées sont traitées aux conditions de marché applicables aux différents types d'opérations.

Crédits et engagements envers les participants qualifiés

Les créances et engagements correspondent pour l'essentiel aux soldes des opérations de trésorerie interbancaire ouvertes à la date de la clôture avec BNP Paribas SA, Paris, et ses succursales étrangères.

	Créances		Engagements	
	31.12.17	31.12.16	31.12.17	31.12.16
Comptes à vue	165 704	249 067	594 653	559 750
Comptes à terme	1 731 216	1 762 807	7 056 999	9 739 071
	Hors Bilan			
Engagements conditionnels	137 657	209 229		
Engagements irrévocables	293 253	217 121		
Crédits par engagement	690	635		
	Instruments financiers dérivés			
IRS	7 374 710	5 583 849		
Options taux OTC	118 401	176 383		
Devises à terme	10 050 462	10 786 306		
Options devises OTC	1 496 795	2 371 025		
Futures sur titres	25 195	-		
Dividend swaps	-	-		
	Opérations fiduciaires			
	3 267 034	2 634 186		

Les transactions avec les participants qualifiés sont traitées aux conditions de marché applicables aux différents types d'opérations.

Dans le cadre de son activité de financement international, la Banque a émis et reçu des garanties vis à vis de banques du Groupe BNP Paribas pour les montants suivants :

	31.12.17	31.12.16
Garanties reçues	910 014	971 535
Garanties émises	993 837	968 358

La Maison-mère a émis une garantie de passifs en faveur de BGL BNP Paribas S.A. (Luxembourg) pour faire face à toute perte éventuelle qui pourrait résulter d'un litige que cette dernière a repris dans le cadre de l'acquisition et de la fusion de UEB (Luxembourg), ancienne filiale de la Banque.

3.18) Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

	A vue		Dénouable		Echu			Immobilisé	Total
			D'ici 3 mois	Entre 3 mois et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Après 5 ans			
Actifs / instruments financiers									
Liquidités	3 507 719	-	-	-	-	-	-	-	3 507 719
Créances sur les banques	255 741	8 160	496 568	283 383	530 000	600 000	-	-	2 173 852
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	2 280 648	4 148 646	736 906	945 943	300 721	-	-	8 412 864
Créances hypothécaires	-	33 403	237 368	375 131	749 740	307 491	-	-	1 703 133
Opérations de négoce	1 325 939	-	-	-	-	-	-	-	1 325 939
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	271 118	-	-	-	-	-	-	-	271 118
Immobilisations financières	218 361	-	107 045	99 129	814 555	581 428	529	-	1 821 047
31.12.17	5 578 878	2 322 211	4 989 627	1 494 549	3 040 238	1 789 640	529	-	19 215 672
31.12.16	8 138 855	3 119 545	5 235 113	1 683 161	3 502 143	1 485 058	1 033	-	23 164 908
Fonds étrangers / instruments financiers									
Engagements envers les banques	557 337	-	3 675 875	2 652 711	856 494	3 931	-	-	7 746 348
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	8 446 302	13 481	359 759	75 917	311	1 090	-	-	8 896 860
Engagements résultant des opérations de négoce	198 957	-	-	-	-	-	-	-	198 957
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	237 833	-	-	-	-	-	-	-	237 833
31.12.17	9 440 429	13 481	4 035 634	2 728 628	856 805	5 021	-	-	17 079 998
31.12.16	10 549 369	5 176	8 777 840	1 299 631	363 187	95 135	-	-	21 090 338

3.19) Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger

Actifs	31.12.17			31.12.16		
	Suisse	Etranger	Total	Suisse	Etranger	Total
Liquidités	3 505 301	2 418	3 507 719	6 279 734	2 293	6 282 027
Créances sur les banques	8 030	2 165 822	2 173 852	33 659	2 496 527	2 530 186
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	-	623 000	-	623 000
Créances sur les clients	2 397 773	6 015 091	8 412 864	2 225 285	6 080 456	8 305 741
Créances hypothécaires	254 394	1 448 739	1 703 133	288 254	1 154 933	1 443 187
Opérations de négoce	1 118 252	207 687	1 325 939	794 289	64 204	858 493
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés	84 468	186 650	271 118	78 359	439 285	517 644
Immobilisations financières	974 393	846 654	1 821 047	1 220 258	1 384 372	2 604 630
Comptes de régularisation	91 327	22 725	114 052	107 845	30 281	138 126
Participations	459	1 774	2 233	459	4 034	4 493
Immobilisations corporelles	61 614	333	61 947	117 815	319	118 134
Valeurs immatérielles	5 618	158	5 776	4 380	494	4 874
Autres actifs	306 483	12 905	319 388	427 488	16 771	444 259
Total des actifs	8 808 112	10 910 956	19 719 068	12 200 825	11 673 969	23 874 793

Passifs	31.12.17			31.12.16		
	Suisse	Etranger	Total	Suisse	Etranger	Total
Engagements envers les banques	84 003	7 662 345	7 746 348	12 846	10 543 780	10 556 626
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	2 984 244	5 912 616	8 896 860	3 337 587	6 768 055	10 105 642
Engagements résultant des opérations de négoce	137 683	61 274	198 957	10 362	58 050	68 412
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	45 236	192 597	237 833	79 610	280 048	359 658
Comptes de régularisation	192 053	39 152	231 205	238 719	40 065	278 784
Autres passifs	247 699	4 443	252 142	75 186	6 516	81 702
Provisions	238 759	13 785	252 544	253 385	11 689	265 074
Réserves pour risques bancaires généraux	135 949	-	135 949	135 949	-	135 949
Capital social	320 271	-	320 271	320 271	-	320 271
Réserve issue du capital	107	2 454	2 561	107	2 454	2 561
Réserve issue du bénéfice	1 364 916	19 511	1 384 427	1 566 529	17 681	1 584 210
Réserve de change	-6 241	-	-6 241	-7 869	-	-7 869
Propres parts du capital	-107	-	-107	-107	-	-107
Bénéfice consolidé / (perte consolidée)	63 860	2 459	66 319	123 574	308	123 882
Total des passifs	5 808 432	13 910 636	19 719 068	6 146 148	17 728 646	23 874 793

3.20) Répartition du total des actifs par pays (principe du domicile)

	31.12.17		31.12.16	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Afrique	315 724	2%	270 126	1%
Asie	1 162 276	6%	1 009 349	4%
Caraïbes	853 092	4%	985 081	4%
Europe	7 774 905	39%	8 662 922	36%
<i>dont France</i>	3 679 504	19%	3 712 696	16%
<i>dont Royaume-Uni</i>	760 936	4%	986 222	4%
Amérique Latine	136 867	1%	32 926	0%
Amérique du Nord	645 148	3%	709 159	3%
Océanie	22 943	0%	4 406	0%
Suisse	8 808 113	45%	12 200 825	51%
Total des actifs	19 719 068	100.00%	23 874 793	100.00%

3.21) Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

Classe de notation ¹	Expositions nettes à l'étranger au 31.12.2017		Expositions nettes à l'étranger au 31.12.2016	
	en KCHF	Part en %	en KCHF	Part en %
1	9 027 828	78.33%	9 611 545	78.19%
2	10	0.00%	76 549	0.62%
3	584 621	5.07%	442 719	3.60%
4	601 868	5.22%	480 823	3.91%
5	328 506	2.85%	650 393	5.29%
6	117 279	1.02%	155 696	1.27%
7	154 595	1.34%	156 650	1.27%
Sans notation	710 288	6.16%	717 925	5.84%
Total des actifs	11 524 995	100.00%	12 292 300	100.00%

¹établie selon le système de l'Assurance Suisse contre les risques à l'exportation.

3.22) Présentation des actifs et passifs selon les monnaies les plus importantes

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Actifs					
Liquidités	3 502 592	4 119	601	407	3 507 719
Créances sur les banques	1 420 785	496 412	189 255	67 400	2 173 852
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	-	-	-
Créances sur les clients	465 283	2 496 094	4 841 435	610 052	8 412 864
Créances hypothécaires	390 678	971 068	5 107	336 280	1 703 133
Opérations de négoce	1 325 939	-	-	-	1 325 939
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés	259 074	6 166	5 730	148	271 118
Immobilisations financières	1 104 319	60 172	438 596	217 960	1 821 047
Comptes de régularisation	91 484	9 654	11 884	1 030	114 052
Participations	459	174	1 600	-	2 233
Immobilisations corporelles	61 614	333	-	-	61 947
Valeurs immatérielles	5 618	158	-	-	5 776
Autres actifs	315 090	2 601	1 657	40	319 388
Total des actifs bilantaires	8 942 935	4 046 951	5 495 865	1 233 317	19 719 068
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	7 050 448	5 194 700	12 368 714	4 193 359	28 807 221
Total des actifs	15 993 383	9 241 651	17 864 579	5 426 676	48 526 289
Passifs					
Engagements envers les banques	258 582	255 388	6 718 003	514 375	7 746 348
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1 316 867	3 578 846	3 106 885	894 262	8 896 860
Engagements résultant des opérations de négoce	198 957	-	-	-	198 957
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	228 456	4 071	4 698	608	237 833
Comptes de régularisation	114 534	96 215	19 451	1 005	231 205
Autres passifs	113 759	13 213	124 920	250	252 142
Provisions	223 286	13 273	10 595	5 390	252 544
Réserves pour risques bancaires généraux	135 949	-	-	-	135 949
Capital social	320 271	-	-	-	320 271
Réserve issue du capital	107	2 454	-	-	2 561
Réserve issue du bénéfice	1 364 916	19 511	-	-	1 384 427
Réserve de change	-6 241	-	-	-	-6 241
Propres parts du capital	-107	-	-	-	-107
Bénéfice consolidé / (perte consolidée)	63 860	2 459	-	-	66 319
Total des passifs bilantaires	4 333 196	3 985 430	9 984 552	1 415 890	19 719 068
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	11 585 804	5 272 297	7 883 780	4 010 858	28 752 739
Total des passifs	15 919 000	9 257 727	17 868 332	5 426 748	48 471 807
Position nette par devise	74 383	-16 076	-3 753	-72	54 482

4. Informations relatives aux opérations hors bilan

4.1) Répartition des créances et engagements conditionnels

	31.12.17	31.12.16
Engagements de couverture de crédit et similaires	1 787 200	1 870 576
Garanties de prestation de garantie et similaires	284 294	349 124
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	1 497 557	1 692 386
Total des engagements conditionnels	3 569 051	3 912 086

4.2) Répartition des crédits par engagement

	31.12.17	31.12.16
Engagement résultant de paiements différés	161 784	176 983
Autres crédits par engagement	48 188	70 692
Total	209 972	247 675

4.3) Répartition des opérations fiduciaires

	31.12.17	31.12.16
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	12 218	13 322
Placements fiduciaires auprès de sociétés liées	3 267 034	2 634 186
Total	3 279 252	2 647 508

4.4) Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

	31.12.17	31.12.16
Répartition des avoirs administrés		
Genre d'avoirs administrés		
Avoirs sous mandat de gestion	4 381 375	3 480 736
Autres avoirs administrés	23 655 217	23 028 415
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles)	28 036 592	26 509 151
<i>dont prises en compte doubles</i>	-	-
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte double) initiaux	26 509 151	27 401 731
+/- Apports nets d'argent frais / retraits nets	642 468	-1 447 296
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	1 547 936	744 973
+/- Autres effets	-662 963	-190 257
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte double) finaux	28 036 592	26 509 151

Les avoirs administrés regroupent les avoirs de la clientèle de particuliers et institutionnels (dépôts au bilan, placements fiduciaires, portefeuilles titres) de l'ensemble des entités du Groupe BNP Paribas (Suisse). Ils ne tiennent pas compte des avoirs pour lesquels le Groupe assure uniquement un rôle de dépositaire, qui représentent CHF 2'549 millions (2016: CHF 2'093 millions).

Les apports/retraits nets de la clientèle comprennent l'ensemble des flux externes d'entrées et de sorties d'espèces et de titres enregistrés sur les comptes de la clientèle. Ils n'incluent donc pas les flux internes de comptabilisation d'intérêts ou commissions ou les acquisitions de titres financés par des crédits. De même, les flux externes de fonds consécutifs à la mise en place de crédits à la clientèle (utilisation du crédit, puis remboursement) sont neutralisés.

5. Informations relatives au compte de résultat

5.1) Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

	31.12.17	31.12.16
Répartition selon les secteurs d'activités		
Corporate Banking	1 592	4 914
Global Markets	19 304	14 733
ALM Trésorerie	12 052	11 036
Wealth Management	26 401	25 742
Total	59 349	56 425

	31.12.17	31.12.16
Résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des :		
Instruments de taux	13 136	12 152
Titres de participation	3 027	1 574
Devises	43 017	42 900
Métaux précieux	169	-201
Total du résultat de négoce	59 349	56 425

5.2) Indication d'un revenu de refinancement significatif sur les rubriques d'intérêts et d'escomptes et intérêts négatifs

	31.12.17	31.12.16
Intérêts négatifs versés ¹	-56 015	-38 259
Intérêts négatifs reçus ²	12 367	8 048

¹ Intérêts négatifs concernant des opérations actives enregistrés dans les produits des opérations d'intérêts

² Intérêts négatifs concernant des opérations passives enregistrés dans les charges des opérations d'intérêts

5.3) Répartition des charges de personnel

	31.12.17	31.12.16
Appointements	-220 332	-224 846
<i>dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable</i>	-34 225	-33 477
Prestations sociales	-22 702	-23 366
Cotisations d'employeur aux institutions de prévoyance	-29 342	-29 080
Autres charges de personnel	-53 484	-47 376
Total	-325 859	-324 668

5.4) Répartition des autres charges d'exploitation

	31.12.17	31.12.16
Coût des locaux	-15 693	-16 657
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	-41 903	-30 918
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	-2 142	-2 213
Honoraires des sociétés d'audit	-1 372	-1 431
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	-1 372	-1 431
Autres charges d'exploitation	-74 772	-104 071
Total	-135 882	-155 291

5.5) Pertes significatives, produits et charges extraordinaires, ainsi que dissolutions significatives de réserves latentes, de réserves pour risques bancaires généraux et corrections de valeurs et provisions libérées

Pertes significatives

Les exercices 2016 et 2017 n'ont pas enregistré de pertes significatives.

Produits extraordinaires

Les produits extraordinaires s'élèvent pour l'exercice 2017 à CHF 32.8 millions. Ce montant correspond à hauteur de CHF 25 millions à l'aliénation d'immobilisations corporelles et incorporelles, de CHF 4.5 millions à la dissolution de provisions constituées sur les exercices antérieurs et de CHF 3.3 millions de produits non récurrents découlant principalement de la régularisation d'opérations enregistrées sur les exercices précédents.

Pour l'exercice 2016 les produits extraordinaires s'élevaient à CHF 3.4 millions. Ce montant correspondait à hauteur de CHF 1.5 million à la dissolution de provisions constituées sur les exercices antérieurs et de CHF 1.9 million de produits non récurrents découlant principalement de la régularisation d'opérations enregistrées sur les exercices précédents.

Charges extraordinaires

Les charges extraordinaires s'élèvent pour l'exercice 2017 à CHF 0.3 million. Ce montant correspond à des charges non récurrentes découlant principalement de la régularisation d'opérations enregistrées sur les exercices précédents.

Pour l'exercice 2016 les charges extraordinaires s'élevaient à CHF 0.8 million. Ce montant correspondait à des charges non récurrentes découlant principalement de la régularisation d'opérations enregistrées sur les exercices précédents.

5.6) Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

Les montants des produits et des charges répartis entre la Suisse et l'étranger sont présentés avant élimination des opérations intragroupe:

	Suisse	Etranger	Total
Résultat des opérations d'intérêts			
Produits des intérêts et des escomptes	413 984	18 580	432 564
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	4 470	-	4 470
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	16 113	-	16 113
Charges d'intérêts	-206 010	-4 374	-210 384
Résultat brut des opérations d'intérêts	228 557	14 206	242 763
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	3 124	111	3 235
Sous-total résultat net des opérations d'intérêts	231 681	14 317	245 998
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service			
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	131 844	14 400	146 244
Produit des commissions sur les opérations de crédit	62 071	543	62 614
Produit des commissions sur les autres prestations de service	15 841	1 303	17 144
Charges de commissions	-57 532	-1 224	-58 756
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	152 224	15 022	167 246
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	57 922	1 427	59 349
Autres résultats ordinaires	32 728	471	33 199
Total des produits d'exploitation	474 555	31 237	505 792
Charges d'exploitation			
Charges de personnel	-311 244	-14 615	-325 859
Autres charges d'exploitation	-121 287	-14 595	-135 882
Total des Charges d'exploitation	-432 531	-29 210	-461 741
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	-12 550	-225	-12 775
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	11 184	-549	10 635
Résultat opérationnel	40 658	1 253	41 911

5.7) Présentation des impôts courants et différés

	31.12.17	31.12.16
Charges relatives aux impôts courants	-7 373	-5 620
Dissolution de provision pour impôts différés passifs	-	-
Constitution d'impôts différés actifs	-	-
Dissolution d'impôts différés actifs	-673	-106
Total des impôts	-8 046	-5 726
Taux d'imposition moyen	10.82%	4.42%



Innov

ation



Expérience client: BNP Paribas Wealth Management dévoile de nouveaux services innovants.

Customer Experience

« Nous avons initié le programme « Client Experience » pour servir et satisfaire nos clients de façon personnalisée, fluide et sécurisée en adaptant l'ensemble de nos services à tous les aspects de la vie du client. Nous déployons maintenant toutes ces solutions innovantes sur nos principaux marchés. »

Vincent Lecomte - Co-CEO de BNP Paribas Wealth Management



En 2017, BNP Paribas Wealth Management révélait sa nouvelle « Expérience Client » créée conjointement avec les clients et en partenariat avec des fintechs.

Près de 400 clients, banquiers privés et experts de BNP Paribas Wealth Management ont réuni leurs compétences au sein de trois Design Factory en Europe et en Asie afin de créer des innovations reflétant cette nouvelle expérience client.

« Nous avons adopté de nouvelles méthodes de travail avec des équipes agiles, pluridisciplinaires qui ont travaillé ensemble en associant des clients de la banque, souvent entrepreneurs dans une démarche de co-construction. »

Sofia Merlo - Co-CEO de BNP Paribas Wealth Management

Chacun de ces nouveaux services et technologies améliore une partie du parcours du client, en leur donnant le pouvoir de gérer la relation bancaire comme il le souhaite, depuis le début de l'entrée en relation ou la création d'opportunités d'investissement à l'accès aux niveaux de sécurité les plus élevés.

En Suisse, notre e-banking **myWealth** s'est enrichi **d'une application pour smartphone** intégrant un nouveau service co-construit avec nos clients, proposant des recommandations personnalisées à nos clients dans le cadre de conseil.

Avec **myWealth**, nos clients restent informés à tout moment et n'importe où.

Les activités de financement des matières premières sont complexes et impliquent de nombreux acteurs très différents: banques, clients, logisticiens, assureurs, inspecteurs... Afin de sécuriser les flux financiers, une garantie sur les produits physiques, appelée «collatéral», est prise par les banques.

MyCollat: une approche innovante de la gestion du collatéral



MyCollat est une plate-forme, qui facilite la gestion des collatéraux et l'échange de données relatives au financement des matières premières, en s'appuyant sur la technologie **Blockchain**. Cette solution **améliore la traçabilité, la transparence et la sécurité des informations** échangées en permettant le suivi des produits de leur zone de production à leur destination finale. Cette solution a été **co-construite avec nos clients**.

MyCollat a rendu l'échange d'informations relatives au collatéral plus efficace tout en assurant une **conformité réglementaire et un suivi efficace des risques**. Ce projet contribue au positionnement de la banque dans le **développement de solutions innovantes**.

BNP Paribas lance WAI Boost en Suisse,
un accélérateur qui connecte les entreprises
et les startups.

WAI Boost - We Are Innovation: un programme unique de co-innovation

Avec l'innovation au cœur de sa stratégie, BNP Paribas a pour ambition **d'anticiper les changements et de les transformer en opportunités pour ses clients**, en les aidant à façonner le monde de demain.

Avec une forte culture d'innovation qui conjugue à la fois des champions mondiaux et un nombre élevé de startups, la Suisse est le lieu idéal pour que BNP Paribas lance cette initiative qui permet de répondre aux besoins des clients entreprises qui sont à la recherche de nouvelles opportunités de développement.

WAI BOOST
SWITZERLAND



SwissNext est une journée placée sous le signe de l'innovation, riche en échanges et découvertes autour des dernières tendances numériques du secteur bancaire, mais aussi des projets de transformation de BNP Paribas en Suisse.

Notre priorité : les clients

« Il y a une bonne atmosphère dans les entreprises françaises, un climat propice à l'innovation. »

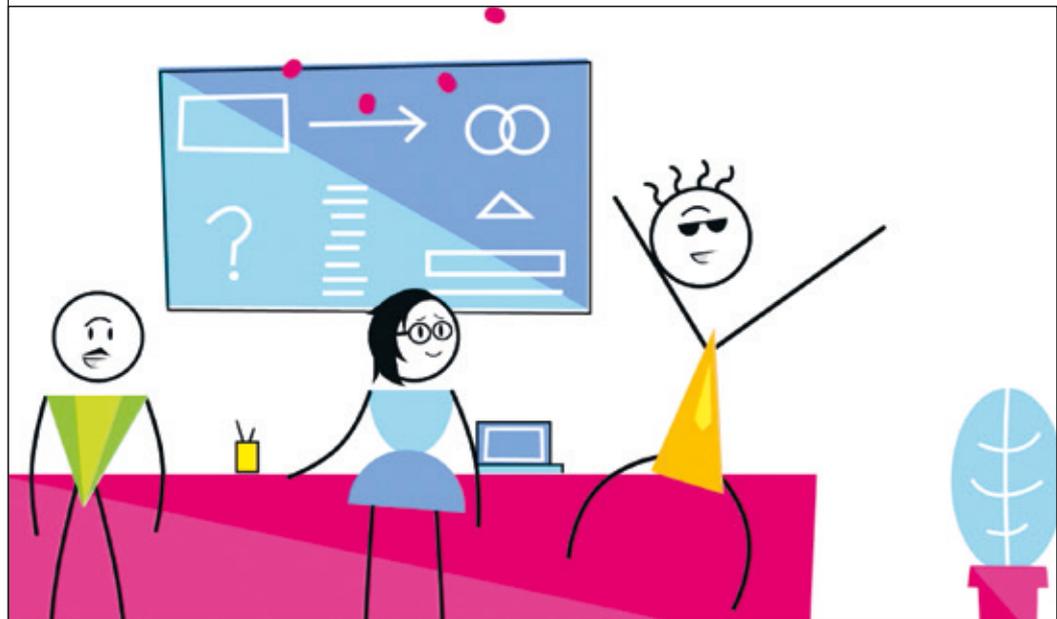
Isabelle Jacob-Nebout,
responsable développement
chez BNP Paribas en Suisse



De petites équipes de tous les secteurs de la banque travaillent ensemble pour stimuler des idées novatrices. *« Il y a beaucoup d'esprits créatifs dans la banque. Ces ressources doivent être utilisées »*, explique la responsable de développement.

L'incubateur interne Colibri de BNP Paribas en Suisse permet d'implémenter des projets de transformation avec efficacité et rapidité, dans un esprit entrepreneurial, agile et collectif en s'inspirant des méthodes de startups. Il a déjà délivré en deux ans, dix projets retenus comme stratégiques. Avec Colibri, chacun devient un véritable acteur du «travailler autrement».

L'incubateur interne d'innovation



Les incubations se déroulent en trois phases, avec des tests auprès des clients externes ou internes. Colibri fait appel à des startups ou autres accélérateurs, pour confronter besoins et solutions déjà existantes. Nos partenariats avec l'Université de Genève et PSL Dauphine viennent aussi enrichir les méthodes.

Plus de 200 personnes ont été impliquées et encouragées par leurs managers à participer à ces dix projets. Colibri développe **un esprit intrapreneurial motivant et permet une diffusion de nouvelles méthodes de travail dans toute la banque.**





Engag

A photograph of a massive glacier with a prominent red layer, viewed from a boat on the water with icebergs. The glacier's surface is a mix of white and red, with the red layer being a striking feature. The water is a deep blue-green, and several large icebergs are visible in the foreground. A small boat with people is visible near the base of the glacier.

ement

BNP Paribas en Suisse renforce sa stratégie d'engagement et devient partenaire de la Fondation Solar Impulse.

Partenaire de la Fondation Solar Impulse

SOLARIMPULSE
AROUND THE WORLD IN A SOLAR AIRPLANE

Au travers de ce partenariat BNP Paribas en Suisse et la Fondation Solar Impulse s'engagent à promouvoir ensemble des solutions concrètes pour l'amélioration de la qualité de vie, durables à la fois sur le plan économique et le plan écologique.



Dans le cadre d'un nouveau partenariat avec la Fondation Solar Impulse, BNP Paribas (Suisse) SA s'implique dans le programme «**World Alliance for Efficient Solutions**». Cette initiative, qui est l'action principale de la Fondation Solar Impulse, a été lancée suite au premier tour du monde en avion solaire par Bertrand Piccard. L'objectif consiste à aider les gouvernements et les entreprises à adopter des politiques énergétiques plus ambitieuses et **remplir leurs objectifs environnementaux par l'adoption de technologies propres et rentables.**



BNP Paribas (Suisse) SA, via son soutien à la Fondation Solar Impulse, apporte son savoir-faire en matière de gestion de risque et propose à ses collaborateurs des missions de volontariat que la banque favorise largement en Suisse.

Helvetia Environnement et BNP Paribas en Suisse :
« a Green Bond success story ».

L'innovation au service d'un financement plus vert



BNP Paribas en Suisse finance une partie de l'acquisition de Swiss Recycling Services par Helvetia Environnement et lui permet ainsi de devenir le leader du marché de la gestion des déchets suisses. BNP Paribas en Suisse convainc le client de quitter le financement relais en émettant une obligation verte.

Ce projet vert a été un élément décisif et a été l'élément déclencheur pour devenir la banque leader dans cette jeune relation. Le client est devenu le plus grand acteur du marché en Suisse et a collecté comme nouvel émetteur 75 millions de CHF avec une obligation verte. Pour BNP Paribas, c'est un financement local suisse intéressant qui a pu se concrétiser grâce à l'expérience internationale et à la collaboration de tous les collaborateurs impliqués.



Créée en 2002, la Fondation BNP Paribas Suisse s'est donnée pour mission de favoriser le dialogue entre le monde bancaire et son environnement. Elle a ainsi profité de son 15^{ème} anniversaire pour promouvoir tout au long de l'année les différentes initiatives qu'elle mène dans le domaine social, culturel et environnemental.

La Fondation BNP Paribas Suisse fête ses 15 ans

A cette occasion la façade « Rhône » du bâtiment Place de Hollande à Genève s'est habillée pendant un mois aux couleurs de la Fondation. Il s'agit d'une illustration réalisée par des étudiants de la Haute Ecole d'Art et de Design de Genève – partenaire historique de la Fondation.

Cet événement a marqué le point d'orgue d'une série d'événements et d'actions qui ont eu lieu tout au long de l'année avec les partenaires de la Fondation.



Partenariat entre Raleigh International
et BNP Paribas (Suisse) SA: des valeurs communes.

L'engagement dans un partenariat humanitaire

Raleigh
International



En juin 2016, BNP Paribas (Suisse) SA et Raleigh International ont conclu un partenariat d'une durée de trois ans. Cette collaboration a pour but de **travailler à la reconstruction et à un développement durable du Népal**, touché en 2015 par de violents séismes aux conséquences dévastatrices. Le soutien de la banque est plus particulièrement axé sur **l'amélioration des installations d'approvisionnement en eau et des équipements sanitaires**, en s'appuyant sur la population locale et sur de jeunes bénévoles venus du monde entier.

Dans ce cadre, BNP Paribas (Suisse) SA donne par ailleurs pendant ces trois années l'opportunité à une dizaine de ses collaborateurs de prêter main forte aux équipes de Raleigh au Népal, pour des missions de terrain allant de 2 à 8 semaines.





BNP Paribas, véritable partenaire du Swiss Open





Depuis trois ans, la fondation BNP Paribas Suisse est très fière de soutenir le Swiss Open, tournoi international de tennis en fauteuil roulant qui réunit chaque année les meilleurs joueurs mondiaux à Genève. En 2017 le tournoi a fêté ses 30 ans! Depuis sa création en 2002, la Fondation s'est donné pour mission d'encourager les talents. Et au Swiss Open il y en a beaucoup!

Avec le Swiss Open, BNP Paribas en Suisse a trouvé un partenaire exceptionnel pour partager ses valeurs: le goût de l'effort et le dépassement de soi. Chaque année des dizaines de collaborateurs se portent volontaires pour aider à l'organisation du tournoi. BNP Paribas et le tennis c'est une longue histoire!



L'association MixCity est dédiée à la question de la femme dans l'Entreprise. Ce réseau existe déjà au sein du Groupe depuis quelques années.

La place de la femme dans l'Entreprise

L'ambition de l'Association « MixCity Switzerland » est de faire bénéficier les femmes du Groupe en Suisse de la force d'un réseau de professionnelles expérimentées, d'une part en offrant un espace de dialogue, de partage et d'entraide et, d'autre part, en engageant des actions concrètes pour aider au développement professionnel des femmes.

Nous voulons agir pour que le rôle des femmes dans l'Entreprise soit valorisé et encouragé, pour apporter des réponses aux questions telles que celles de l'accès des femmes aux postes à responsabilité, lever des verrous qui empêchent encore parfois des candidatures d'émerger...





BNP Paribas en Suisse renforce son engagement en faveur du 7^e Art en soutenant la première édition des « Rencontres 7^e Art Lausanne ».

Rencontres 7^e Art Lausanne

La banque soutient la **première édition** de ce rendez-vous annuel international initié par le comédien, réalisateur et photographe Vincent Perez.

Lors de cette première édition ont été présentés une trentaine de chefs-d'œuvre connus ou méconnus, et autres trésors de la Cinémathèque suisse.

Ce nouveau rendez-vous est un concept global qui cherche à impliquer le public dans une réflexion entre patrimoine et prospective.

Les rencontres invitent des réalisateurs internationaux prestigieux dont les œuvres ont nourri l'histoire du cinéma et marqué l'imaginaire collectif.



Rapport du réviseur



Deloitte SA
Rue du Pré-de-la-Bichette 1
1202 Geneva
Switzerland

Phone: +41 (0)58 279 8000
Fax: +41 (0)58 279 8800
www.deloitte.ch

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée générale de
BNP Paribas (Suisse) SA, Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de BNP Paribas (Suisse) SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement, l'état des capitaux propres et l'annexe (pages 33 à 75) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 donnent une image fidèle de la situation financière, de sa performance financière et de ses flux de trésorerie, conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Deloitte SA

Alexandre Buga
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Vida Gratteau

Genève, le 15 mars 2018

AB/VGR/nvi

Adresses

Siège social

BNP Paribas (Suisse) SA

Place de Hollande 2, CP
CH-1211 Genève 11
Tel. +41 (0)58 212 21 11
Fax. +41 (0)58 212 22 22
www.bnpparibas.ch

Succursales

BNP Paribas (Suisse) SA

Aeschengraben 26, CP
CH-4002 Bâle
Tel. +41 (0)58 212 51 11
Fax. +41 (0)58 212 52 22

Riva A. Caccia 1a, CP
CH-6907 Lugano
Tel. +41 (0)58 212 41 11
Fax. +41 (0)58 212 42 22

Selnaustrasse 16
CH-8022 Zurich
Tel. +41 (0)58 212 61 11
Fax. +41 (0)58 212 62 22

PO Box 224
Trafalgar Court
Admiral Park
St Peter Port
Guernesey
GY1 3NU
Tel. +44 1481 71 21 71
Fax. +44 1481 71 21 72

Filiales

BNP Paribas Wealth Management Monaco

Avenue d'Ostende 15-17, B.P. 257
MC-98000 Monaco Cedex
Tel. +377 93 15 68 00
Fax. +377 93 15 68 01

BNP Paribas Wealth Management (DIFC) Ltd.

DIFC, The Gate Building East, Level 12
PO Box 506 573
Dubai
United Arab Emirates
Tel. +971 4 374 58 00
Fax. +971 4 374 58 88

« Retrouvez
le Rapport Annuel
en images et vidéos sur
www.bnpparibas.ch »



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change